

La Conception de l'Impôt chez les Musulmans

THÈSE

*Pour le Doctorat en Droit présentée et soutenue
le 14 Juin 1930*

PAR

AHMED EL EMARY

Président de Thèse : M. ALLIX.

Suffragants : M. C. PERREAU.

M. MAUNIER.

ÉDITIONS ALBERT MECHELINCK

10, Rue Victor-Cousin

PARIS (5^e)

1930



***La Conception de l'Impôt
chez les Musulmans***

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Conception de l'Impôt chez les Musulmans

THÈSE

*Pour le Doctorat en Droit présentée et soutenue
le 14 Juin 1930*

PAR

AHMED EL EMARY

Président de Thèse : M. ALLIX.

Suffragants : M. C. PERREAU.

M. MAUNIER.

ÉDITIONS ALBERT MECHLINCK

10, Rue Victor-Cousin

PARIS (5^e)

1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Livres arabes :

ZIDAN. — *La Civilisation Musulmane.*

ZIDAN. — *L'Egypte Moderne.*

IBN KHALDOUNE. — *Les Prolégomènes.*

IBN ABDINE. — *Commentaires.*

LUTFI (OMAR). — *Les Capitulations.*

Livres français :

FOURNIER DE FLAIX. — *Les Impôts dans les diverses civilisations.*

Docteur LE BON (GUSTAVE). — *La Civilisation des Arabes.*

EL MAWARDI. — *Le Droit public musulman*, traduit par le comte Ostorrog.

EL MAWARDI. — *Les Statuts gouvernementaux*, traduit par Fagnan.

ABOU YOUSSEF. — *L'Impôt foncier*, traduit par Fagnan.

EL BOKHARI. — *Les Traditions Islamiques*, traduit par Houdas et Marçais.

DU RAUSAS. — *Le régime des Capitulations dans l'Empire Ottoman.*

ARMINJON. — *La Situation économique et financière de l'Egypte.*

ARTIN PACHA. — *La propriété foncière en Egypte.*

MARCEL MOYE. — *Législation financière.*

JÈZE. — *Cours de Science financière.*

ALLIX. — *Traité élémentaire de Science financière.*

Thèses :

MAHMOUD MOURSI. — *L'Impôt foncier d'après le livre d'Abou Youssef*, Lyon, 1923.

BARAAKAT. — *Privilèges et Immunités dont jouissent les étrangers en Egypte*, Montpellier, 1912.

RIFAI. — *Les Mouvements de réforme des impôts directs en Egypte*, Paris 1929.

MOHANNA. — *Le Rôle du Juge dans le Droit anglais et dans le droit de l'Islam*, Paris, 1929.

INTRODUCTION

Les impôts furent toujours nécessaires pour subvenir aux besoins de l'Etat. Aussi, dans l'Empire musulman, comme dans les Etats modernes, l'impôt fut-il toujours exigé des contribuables pour le fonctionnement de la machine étatique et pour les ressources qu'il lui procure.

De même qu'il y a actuellement des impôts directs payés par le contribuable, des impôts indirects qui frappent le consommateur, des impôts sur les biens immeubles et sur les biens meubles, de même il y a eu dans l'Islam plusieurs catégories d'impôts. Comme dans tout Etat civilisé, on trouve dans l'Islam une méthode précise et réglementée pour la perception de l'impôt.

Dans notre étude, nous allons commencer par expliquer comment se créèrent les impôts dans l'Islam. Nous citerons les différents impôts, les ressources qu'ils fournissent, leurs systèmes de perception. Nous

consacrerons un chapitre à ce qu'on appelle en arabe le « Beit el Mal », sorte de Ministère des Finances. Nous ne manquerons pas, chaque fois que nous en trouverons l'occasion, de faire la comparaison entre les finances publiques modernes et celles de l'Islam.

Nous n'éviterons pas non plus de critiquer, s'il y a lieu, le système musulman, soit au point de vue de la perception de l'impôt, soit au point de vue de sa répartition entre les contribuables.

Pour terminer, nous examinerons si, parmi ces impôts, il y en a qui survivent actuellement et les raisons de leur survivance.

CHAPITRE PREMIER

LA GENÈSE DE L'IMPOT DANS L'ISLAM

Le Prophète (1) (Mohamed), dans sa mission, invita les tribus de Hidjaz à se convertir à la religion musulmane et à obéir aux lois du Coran.

Les Arabes furent les premiers à se rendre à son appel afin de combattre les infidèles et de défendre leur nouvelle religion. Pour subvenir aux besoins de la guerre et propager la religion et les lois du Coran, le Prophète, et plus tard les Califes, invitèrent les fidèles à faire le sacrifice non seulement de leurs personnes, mais aussi de leurs fortunes.

L'occupation des territoires nouveaux et l'entretien de l'armée aggravèrent la situation financière des Musulmans. Pour y obvier, les conquérants durent trouver le remède en imposant aux infidèles le choix entre la religion mahométane ou le paiement d'une contribution. La mort arrêta le Prophète dans sa mission, mais l'Etat qu'il venait de fonder lui survécut. Cet Etat religieux, ou quasi-religieux à l'origine, a évolué à travers les siècles. C'est un fait historique

(1) Voir *index*.

que la nation arabe prit conscience d'elle-même sous l'influence du Coran pour s'organiser comme un véritable Etat, et même pour se constituer un immense Empire plus temporel que spirituel.

Pour former un Etat, il faut un territoire, un peuple, une loi et un gouvernement. Or, les tribus groupées autour du drapeau du Prophète à la fin de sa mission possédaient tous ces éléments.

Cet Etat ne pouvait vivre sans impôts. Grâce aux lois du Coran et du Prophète, il se trouva des ressources dans les contributions imposées par ces lois.

Le don, le butin et la capitation furent les premiers impôts perçus par l'Etat musulman :

1° Le don (Zekkat) est une souscription imposée par le Coran. En effet, le Coran invite les fidèles à aider les pauvres au moyen d'une souscription réglementée et annuelle selon la fortune et les moyens de chacun.

2° Le butin (El Ganaim). La religion impose la distribution d'une partie des butins de guerre entre les combattants fidèles. Le surplus doit revenir aux fidèles qui n'ont pas participé à la guerre.

3° La capitation (El Gizieh). Les conquérants musulmans, après leurs invasions, invitaient les vaincus à se convertir à la religion musulmane ou à payer les impôts qu'on appelle (El Gizieh).

En résumé, on peut dire qu'à l'aurore de l'Islam, il existait trois catégories d'impôts. Ils avaient un caractère purement religieux. Aussitôt que la conception musulmane eut glorieusement triomphé, ces redevances devinrent l'assiette des premiers impôts dans l'Empire mahométan.

CHAPITRE II

LE TRÉSOR OU LE (BEIT-EL-MAL)

Pendant le règne du Prophète il n'existait pas de Trésor, car on distribuait aux fidèles tout ce qu'on percevait. Les Musulmans, dans cet état promitif, constituaient directement le gouvernement et l'armée. Le butin et le don étaient répartis par les chefs aux fidèles. A cette époque, on peut dire que l'épargne, qui est la véritable richesse des Etats modernes, était difficilement réalisable. Aussi, la monnaie était rare chez le peuple arabe.

Après la mort du Prophète, l'Empire musulman grandit avec une rapidité foudroyante, les Musulmans devinrent les maîtres de pays riches et civilisés, tels que la Perse, l'Egypte et la Syrie, d'où ils ramenaient de l'or et de l'argent. En même temps, la machine gouvernementale se compliqua, car le nombre des gouverneurs augmentait de plus en plus par suite de l'extension des territoires. La tâche du Calife ou du pouvoir central devenait plus importante que jamais, la direction des affaires, de plus en plus lourde. Pour

répondre au besoin de gouverner et de centraliser le pouvoir, pour trouver un régulateur à tout cet or qui se dirigeait vers La Mecque (capitale de l'Empire), le grand Calife Omar (1) eut l'idée de créer le Beit El Mal (ou le Trésor).

Le (Beit-El-Mal) était une sorte de Ministère des Finances où on trouvait :

1° Des registres pour calculer et vérifier les recettes du trésor de l'Etat;

2° Des registers pour chaque catégorie d'impôt perçu par l'Etat;

3° Des registres pour vérifier les dépenses de l'Etat ainsi que les dépenses d'intérêt général, parmi lesquelles figuraient les traitements des fonctionnaires, des gouverneurs, des juges et aussi les frais des mosquées, etc...;

4° Des registres qui indiquaient tout ce qui était gardé dans les caisses de l'Etat;

5° Des caisses pour conserver sous la surveillance de gardiens ce que l'Etat recevait comme impôts. On enregistrait toujours ce qui entrait dans ces caisses ainsi que ce qui en sortait.

Dans ce Ministère bien organisé, toutes les tâches étaient divisées :

1° Les juges (les cadis) s'occupaient de la monnaie. Ils avaient sous leur autorité des intendants de finances qui gardaient les caisses.

(1) Voir *index*.

2° Le blé possédait un bureau spécial; ses caissiers devaient être justes et pieux.

3° Les armements et les munitions relevaient du connétable de la ville.

4° Bref, pour chaque sorte de richesse, le Trésor possédait une caisse distincte et des employés distincts.

Le chef suprême du Trésor était le Calife. C'est lui ou son représentant, autorisé par le premier, qui donnait les ordres aux fonctionnaires attachés aux départements des finances et qui les nommait et les révoquait.

On rencontrait dans ce ministère antique un véritable système de budget. Il y avait un bilan comme à notre époque. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, on inscrivait ce qui était dû à l'Etat, ce qui rentrait dans ses caisses et ce qui en sortait.

Le (Beit-El-Mal) a été, sans discussion pour les fidèles, l'origine type des ministères. A travers les siècles, il se développa de plus en plus. Les attributions de ses employés s'étendirent grâce au progrès continu de la civilisation musulmane. A une certaine époque, il devint aussi important et aussi grand qu'un ministère des finances moderne.

Ce département (Beit El Mal) vécut dans les pays qui furent soumis à la civilisation musulmane; il disparut quand ces pays voulurent le remplacer par un véritable ministère des finances moderne, et appliquer la civilisation occidentale.

La perception des revenus de l'Etat, à l'époque Abbasside (1) nous montre l'importance du Beit El Mal et nous donne une idée du système des finances publiques chez les Musulmans.

A l'époque Abbasside, la perception des revenus de l'Etat était dirigée par une commission nommée « Divan ». « Le Divan de perception des impôts, dit Ibn Khaldoun (2), dans son livre intitulé *Introduction à l'Histoire*, est institué pour surveiller la rentrée des revenus de l'Etat, conserver les droits du souverain, équilibrer les recettes et les dépenses, faire le recensement des troupes, en régler l'entretien et la solde. On employait à cet effet les calculateurs les plus habiles, qui prenaient le nom d'écrivains du Divan. On donnait aussi ce nom de Divan à l'édifice qui leur servait de lieu de réunion. »

Le Docteur Gustave Le Bon, dans son livre sur la *Civilisation des Arabes*, dit : « L'Administration de l'Empire (en parlant de l'époque Abbasside) était répartie en quatre sections comparables à nos ministères actuels.

Les sections avaient les objets suivants :

1° Administration de la guerre.

2° Administration des impôts, chargée de la formation des rôles des contributions.

(1) Voir *index*.

(2) Ibn Khaldoun est un savant arabe originaire de Barcelone. Il a vécu à l'époque de la décadence des Maures d'Espagne.

3° Administration du personnel, chargée de nommer aux emplois des receveurs des contributions.

4° Administration du contrôle des revenus et de l'ordonnancement des dépenses.

Toutes les décisions du Calife étaient enregistrées et consignées dans des archives, afin de pouvoir être consultées par leurs successeurs. Les fils de ces rouleaux immenses aboutissaient entre les mains du vizir(1) sorte de premier ministre, sur lequel la plupart des Califes se reposaient entièrement des soins du pouvoir. Le bon état des finances, sous les Califes Abbassides leur permit d'entreprendre des grands travaux d'utilité publique. »

(1) Voir *index*.

CHAPITRE III

LA CRÉATION DE L'IMPOÎ

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, dans quelles circonstances naquit la notion de l'impôt chez les Musulmans. Maintenant nous allons examiner comment et par qui l'impôt était établi.

Section 1

Mode d'établissement de l'impôt.

Les dépenses et les frais du gouvernement arabe nécessitaient la création de l'impôt. On peut diviser cette création en deux périodes.

a) Première période :

On l'appelle la période religieuse ou quasi-religieuse; c'est l'époque pendant laquelle naquirent l'Etat et l'impôt.

Le système de l'impôt était simple et rudimentaire. Dans cette période, il est essentiellement religieux, car il a pour objet principal l'extension de la religion. Cette période commence avec le Prophète et se ter-

mine à l'époque du deuxième Calife Omar. Pendant cette période, il y avait les trois catégories d'impôts que nous avons citées au chapitre premier et que nous développerons plus loin (le don, le butin et la capitation).

Cette période prend fin très rapidement avec le développement de l'Empire. Omar, deuxième Calife de l'Islam, fonda le Trésor (Beit-El-Mal), ce qui fit évoluer le système de l'impôt.

b) Deuxième période :

Pendant cette période, qui commence à la création du Trésor, les impôts se sont développés. Ce n'était plus la raison religieuse qui le faisait naître, mais la raison sociale, la nécessité pour l'Etat de subvenir à ses besoins. Le système de l'impôt devient scientifique grâce aux registres et aux caisses du Trésor.

Section 2

Qui établissait l'impôt ?

Le Prophète et, plus tard, le Calife ou le Sultan, comme chefs des Musulmans, sont ceux qui établissaient les différentes sortes d'impôts dans les pays soumis à leur pouvoir. Ils appliquaient, en instituant ces impôts, les lois de la religion, qui déjà légifère en matière de finances comme dans presque tous les domaines. Ils jouaient le rôle d'exécuteurs d'une législation déterminée.

Les sources législatives étaient :

1° *Le Coran* : c'est le Livre saint ou le Code, qui indique toutes les lois et toutes les sanctions qui doivent être appliquées aux fidèles.

2° *Les Evangiles* (El Ahadith) : ce sont les explications des lois du Coran données par le Prophète.

3° *Les Doctrines* ou les différentes opinions des sectes religieuses (El Mazahib), c'est-à-dire les idées des différents docteurs religieux.

4° *Les explications des jurisconsultes* (Mogtahidine) : ce sont les explications données par les juristes qui ont développé les théories et les idées des docteurs.

Les Califes et les Sultans étaient représentés par des commissaires (qu'on appelle Wolah) dans les différentes régions et villes de l'Etat. Ces représentants exécutaient les ordres de répartition de l'impôt selon les coutumes du pays. Ils percevaient les impôts au moyen du Beit-El-Mal, qui existait dans leur région également et qui réglait les dépenses et les frais du département. Ces commissaires envoyaient également au Calife, c'est-à-dire au Beit-El-Mal qui existait dans la capitale de l'Etat, où se trouvait le pouvoir central, ce qui était dû ou ce que le Calife imposait à ses représentants.

CHAPITRE V

LES IMPOTS CHEZ LES MUSULMANS

SECTION 1. — *Exposé général*

La notion de l'impôt chez les Musulmans ne diffère pas beaucoup, à certains points de vue, de la notion moderne. L'impôt était obligatoire; les fidèles devaient payer comme les non-fidèles ce qui était dû à l'Etat. L'époque de la perception était réglementée ainsi que la perception elle-même. Il y avait également une réglementation spéciale pour les agents du fisc. L'assiette de l'impôt s'étendait sur les personnes, sur les terres, et sur les biens tels que les troupeaux ou les moissons, etc... Il y avait des impôts directs et d'autres indirects. Comme source de richesses, les Musulmans n'ont pas oublié de frapper la monnaie, soit en or, soit en argent, au nom du Calife ou du Sultan.

Les Califes constituèrent de bonne heure, dans les diverses parties de leur Empire, des réserves importantes en domaines, déclarés inaliénables (Wakfs). Ces

réserves étaient sacrées, l'homme perdait sur elles tout droit de propriété; la propriété appartenait au dieu seul. Les revenus de ces Wakfs étaient destinés à l'entretien des mosquées, des écoles, des pauvres, des malades, etc... C'est là une conception qui ne se comprend plus aujourd'hui, mais elle correspondait aux préoccupations de l'ancienne époque et elle répondait aux besoins des peuples qui vivaient au temps du Prophète, ou quelques générations après lui.

SECTION 2. — *Classification des impôts*

La distinction entre les personnes et aussi entre les terres est fondamentale pour bien saisir la nature des impôts chez les Musulmans. Elle n'est pas sans analogie avec la condition des personnes et des terres dans la Gaule Franque. On la retrouve même dans les détails de l'organisation des systèmes d'impôts.

1° *Classification par personnes :*

Pour les personnes, il faut faire une distinction entre les fidèles, les non-musulmans (les zimmis), les ennemis (Mohareb) et les esclaves.

a) Les fidèles sont ceux qui se sont convertis à la religion musulmane. Ils sont totalement exemptés des impôts personnels tels que la capitation (El Djizieh).

b) Les non-musulmans (les zimmis) sont tous ceux

qui ont fait la paix avec les musulmans, mais qui gardent leur religion, soit chrétienne, soit juive, etc... La religion musulmane, dans ses conquêtes, était juste et généreuse. On l'accusait de fanatisme, mais ce reproche est loin d'être fondé. Jamais elle n'a obligé par la force et la tyrannie les non-croyants, même vaincus, à devenir musulmans. Elle leur faisait payer seulement un tribut ou une capitation (El Djizieh). A cette condition, ils pouvaient exercer leur religion ou leur coutume avec liberté entière. Ils conservaient leurs biens, leur foi, leurs lois, leurs institutions particulières, sauf à payer l'impôt. Le paiement de cet impôt trouvait sa justification dans le droit de protection exercé par les conquérants musulmans contre toutes les invasions possibles de l'extérieur, qui pouvaient être faites par les Grandes Puissances, telles que Rome ou Constantinople. Pour encourager les zimmis à se convertir, on allégeait, au cas où ils se convertissaient, leurs obligations financières en les exemptant du paiement du tribut (El Djizieh). Cette conception ingénieuse se rencontre encore à notre époque. De nombreux Etats accordent des dégrèvements fiscaux aux familles nombreuses pour favoriser le développement de la population; par contre, ils frappent les célibataires d'un impôt spécial.

c) Les ennemis (Hohareb) sont ceux qui sont en état de guerre contre les croyants. L'ennemi étant en

guerre contre les musulmans, sa personne et ses biens, soit mobiliers, soit immobiliers, appartiennent aux fidèles. Sa fortune est regardée comme butin de guerre, et lui est considéré, dès qu'il est fait prisonnier, comme esclave s'il ne paye pas de rançon. Pour les moharebs, la question d'impôt ne se pose pas.

d) Les esclaves. L'esclavage est toléré par la religion musulmane. Autrefois il était en vigueur dans l'Empire arabe comme d'ailleurs dans le reste du monde. Les esclaves étaient privés de toute liberté, de tout droit positif (droit de propriété, de mariage, etc...) et, en général, de tous les droits dont jouit l'homme libre. Ils devenaient la propriété d'une personne libre. Privés de tout droit, incapables de s'obliger, dépourvus en un mot de toute personnalité civile, ils n'étaient soumis à aucun impôt.

2° Classification des terres.

Les Musulmans ne se contentaient pas d'imposer les personnes, ils frappaient en outre les terres d'un impôt. C'était, selon eux, une source très féconde de revenus pour l'Etat. Pour justifier ce procédé, le législateur considéra le Calife comme le vrai propriétaire de la terre et le peuple comme l'usufruitier; il en résulta pour l'Etat un droit sur le produit de la terre. Cette règle survécut jusqu'au xix^e siècle, elle ne prit fin qu'avec les réformes appliquées à l'Empire Ottoman et à l'Egypte par le Gouvernement de la Haute-Porte.

Pour comprendre l'impôt sur la terre, il faut faire une distinction entre la terre musulmane et la terre non-musulmane.

a) La terre musulmane : c'est la terre qui appartient au vrai musulman dès l'origine de l'Islam, c'est-à-dire à l'Arabe converti. Elle ne fut jamais la propriété d'un zimmi ou d'un converti vaincu. La propriété même de cette terre demeurerait libre d'impôt. La dîme seule était exigée, car c'est un impôt sur les produits du sol et sur les troupeaux, c'est-à-dire un impôt sur les biens meubles.

Les fidèles dans les pays vaincus. — Au début de l'Islam, les conquérants musulmans ne s'attachaient pas à la terre, ils restaient soldats ou fonctionnaires d'Etat. Le Calife favorisait cette politique pour affermir le courage de ses guerriers et surtout pour conserver et gouverner les pays qu'il venait de conquérir. Le Trésor (Beit-El-Mal) s'occupait des fidèles et des guerriers, il les entretenait largement. Mais, dès que les conquérants s'installèrent dans ces nouvelles régions, ils furent étonnés de la richesse et de la civilisation de ces pays. Ils comprirent que les circonstances les obligeaient à avoir une deuxième patrie : les nouveaux pays où ils s'installaient. La nature des choses les poussait à devenir propriétaire des fermes, c'est-à-dire agriculteurs. Mais, dans ces conditions, allaient-ils payer, comme les zimmis, les impôts qui frappent la terre ? Telle est la question qui se pose :

nous verrons, dans le chapitre suivant, comment elle fut résolue.

b) La terre non musulmane. — Les possesseurs de cette terre étaient les zimmi au début de l'Islam. Le statut fiscal de cette terre ne change pas, même si elle passe entre les mains des convertis ou des vrais musulmans d'Arabie. On appelait cette terre « la terre tributaire », c'est-à-dire que l'impôt était exigé sur le fonds; les possesseurs payaient ce qu'on appelle l'El Khaardj.

Deux hypothèses peuvent se présenter :

1° Si la terre d'un zimmi passe entre des mains d'un musulman, ce dernier paye quand même l'impôt foncier qui était exigé du précédent propriétaire avant la transmission.

2° Au début de l'Islam, quand le zimmi se convertissait à la religion musulmane, ses biens fonciers étaient distribués aux autres zimmi de son village. Les nouveaux usufructiers payaient l'impôt sur ces biens, tandis que le nouveau croyant recevait, comme les autres fidèles, une rente du Trésor (Beit-El-Mal).

CHAPITRE V

LES DIFFÉRENTES SORTES D'IMPOTS

Généralités

Le système du droit public musulman en matière de recettes et de dépenses est celui que l'on appelle, dans la langue de la science des finances, le système de la spécialité. Le Calife institua quatre caisses :

- 1° La caisse du quint, du butin et des mines;
- 2° La caisse des aumônes;
- 3° La caisse des biens en déshérence et sans maître;
- 4° La caisse de l'aubaine.

Les recettes de chaque caisse étaient affectées à un groupe de dépenses spéciales, sans que le Calife fut, en principe, autorisé à faire des virements. C'est le principe de la spécialité qui s'appliquait aux impôts, ainsi qu'aux dépenses couvertes par les impôts.

Les trois revenus de l'Etat que nous allons citer forment les ressources essentielles du Trésor. Ce sont :

- 1° Le don ou la dîme aumônière;
- 2° Le butin;
- 3° L'aubaine ou le fei, c'est-à-dire l'impôt, perçu du zimmi, qui frappe la terre.

Nous allons examiner séparément ces trois catégories de revenus publics.

CHAPITRE VI

LE DON OU LA DIME AUMONÈRE

SECTION 1. — *Définition.* — Le don volontaire s'appelle chez les Musulmans le (Zekkat) ou (Sadacat). C'est un tribut sacré, ayant le caractère d'une aumône payée par les fidèles pour subvenir aux besoins des pauvres, des veuves, des orphelins, des malades et pour l'entretien des établissements religieux.

Origine. — Le (sadakkat) ou le don volontaire est la forme primitive de l'impôt. Il existait en Orient avant l'apparition et la conquête de l'Islam. Cet impôt fonctionna en Egypte, en Syrie, en Palestine, etc... Il résista à la conquête Hellénique, à la conquête Romaine et même à Dioclétien et à Constantin. La perpétuité de cette forme d'impôt à travers les âges est certainement due aux traditions des populations et aux conditions de la production. Les Arabes ne manquèrent pas d'en tenir compte dans les institutions fiscales qu'ils organisèrent dans leur Empire.

Le don dans l'Islam. — Il faut, pour créer un Etat, des soldats et de l'argent. Les soldats pour protéger l'Etat et faire des conquêtes, de l'argent pour les

entretenir. Ces deux éléments matériels ont été la force de l'Islam.

Les principes de la religion musulmane poussaient les croyants à contribuer à la grandeur de leur pays :

a) En invitant les fidèles à faire les prières qui inspirent dans la vie l'union et l'obéissance à l'imam.

b) En invitant les fidèles à consentir une aumône ou un don afin d'entretenir l'armée et même l'Etat.

Le Coran dit textuellement : « Faites vos prières et payez le don (zekkat) ». Les fidèles forment une société d'amis, ils font fleurir la justice, proscrivent l'iniquité, sont assidus à la prière, paient le tribut sacré et obéissent à Dieu et à son Apôtre. »

Règle du don. — Tous les croyants étaient astreints à la dîme (le zekkat), ou part de Dieu, que le prophète et ses représentants employaient au soulagement des pauvres et aux besoins de l'Etat.

L'acceptation du zekkat par les Arabes sédentaires, au début de l'Islam, a été l'une des grandes difficultés que rencontrèrent Mahomet et les premiers Kalifes. Mahomet désigna des agents pour percevoir la dîme, volontaire à l'origine, mais qui devint bientôt obligatoire.

Le zekkat et sa raison d'exister. — Le zekkat eut bientôt trouvé sa raison d'exister. C'était un élément qui fortifiait l'Islam et qui pouvait être toléré par les Musulmans, car :

a) Il provoquait l'union chez les Musulmans par les souscriptions régulières faites par les riches pour aider les pauvres ;

b) L'Islam, en aidant les pauvres, défend leur cause. En leur procurant les ressources, il gagne leur sympathie et leur appui. Cette politique sociale était avisée, car les pauvres formaient la majorité du peuple, surtout à ces époques lointaines de tyrannie et d'autocratie ;

c) L'Islam n'était pas exigeant pour ce don, qui d'ailleurs était volontaire et faible, car on ne prenait aux riches que le superflu.

Caractère du Don. — Est-ce un véritable impôt ? L'impôt, par définition, est obligatoire et son non-paiement entraîne nécessairement une sanction infligée au récalcitrant. Tandis que le don, dans la religion musulmane, a un caractère facultatif. Il est réglementé et organisé quant à sa perception et quant à son rendement, c'est-à-dire qu'il est loin d'être une simple souscription. Mais on n'y trouve aucune sanction immédiate, c'est-à-dire temporelle, contre celui qui s'abstient de payer. La sanction était morale et religieuse. Celui qui ne payait pas le zekkat était puni par sa conscience de croyant pour avoir désobéi à sa religion. Il était puni par le Seigneur, par la divine volonté, dans sa deuxième vie après la résurrection (selon la philosophie de la religion musulmane).

Aussitôt après l'établissement définitif de l'Etat temporel, pendant le règne du deuxième Kalife Omar, ce don perdit son caractère religieux et facultatif pour devenir une obligation fiscale à la charge des croyants riches. Il était perçu par des agents spéciaux.

Il ne faut pas confondre le don ou la dîme légale (zekkat), qui est une aumône obligatoire prélevée sur le revenu mobilier et immobilier, avec le tribut et la capitation (Djizieh ou Khaardj), qui sont des impôts de répartition et de quotité. Le don ou la dîme n'est dû que par les Musulmans et son produit doit alimenter exclusivement la caisse des pauvres pour être employé à leur soulagement. Les impôts ne sont exigés (en général) que des sujets non Musulmans et leur produit alimente la caisse du fisc pour être employé aux dépenses de l'Etat.

Chez la plupart des nations chrétiennes, la dîme était prélevée par l'Eglise et l'impôt par l'Etat; mais, chez les nations musulmanes, l'Eglise et l'Etat ne faisant qu'un, la dîme et l'impôt sont levés par le souverain (imam), c'est-à-dire par le Kalife ou le Sultan.

SECTION 2. — *Différentes sortes de don.* — Nous avons vu plus haut les circonstances qui transformèrent le don en impôt obligatoire et nous allons examiner maintenant les différentes sortes de dons. Il y a quatre sources de zekkat :

- a) La dîme aumônière sur les troupeaux;
- b) La dîme aumônière sur l'or et l'argent;

- c) La dîme aumônière sur les fruits;
- d) La dîme aumônière sur les denrées.

a) *La dîme aumônière sur les troupeaux*

Le taux de l'impôt était fixé par des règles établies par le Prophète lui-même et les receveurs devaient les appliquer strictement. La lettre envoyée par Abu Bakre, premier Kalife, à son commissaire Annasse Ibn Malik, gouverneur de El Bahrine, nous en fournit la preuve. Dans cette lettre officielle, le Kalife, juste et loyal à la cause de l'Islam, lui indique les règles du (zekkat) édictées par le Prophète. Ces règles sont citées plus tard par Abou Youssef dans son livre.

Abou Youssef, qui est un grand juriste musulman, a examiné la question du (zekkat) dans son ouvrage sur les impôts fonciers (El Kharadj), qu'il a écrit à la demande du fameux Haroun-El-Rachid, cinquième Kalife Abbasside. Il cite la tradition qui répond le mieux à la pensée du Prophète.

Cette tradition imposait les taux suivants :

Brebis. — Pour un lot de 40 à 120 brebis, on doit 1 brebis; pour un lot de 120 à 200 brebis, on doit 2 brebis; pour un lot de 200 à 300 brebis, on doit 3 brebis; au-dessus de 300 brebis, on ne doit comme aumône qu'une brebis en plus par 100.

Chameaux. — Pour 5 chameaux, on doit une brebis; pour 10 chameaux, on doit 2 brebis; pour 15 chameaux,

on doit 3 brebis; pour 20 chameaux, on doit 4 brebis; pour 25 à 35 chameaux, on doit une chamelle de 2 années; pour 35 à 45 chameaux, on doit une chamelle de 3 années; pour 45 à 60 chameaux, on doit une chamelle de 4 années; pour 60 à 75 chameaux, on doit une chamelle de 5 années; pour 75 à 90 chameaux, on doit deux chamelles de 3 années; pour 90 à 120 chameaux, on doit deux chamelles de 4 années; au-dessus de 120 chameaux, on en doit une de trois ans pour chaque groupe de 40 en plus et une de 4 ans pour chaque 50 chameaux.

Vaches. — Pour les vaches paissant dans les prairies libres, on ne paie l'aumône que pour 30 au moins; pour 30 à 39 vaches, on doit le petit d'une vache de 3 ans pour un lot de 40 vaches, on doit une vache de 2 ans; pour 70 vaches, on doit une vache de deux années et un taureau âgé de six mois révolus.

Chevaux. — Les avis sont partagés pour la dîme prélevée sur les chevaux. Certains jurisconsultes prétendent qu'ils sont affranchis de la dîme; par contre, d'autres soutiennent le contraire.

Abou-Hanifa, l'éminent jurisconsulte et le chef du parti Hanefite musulman, fixa la redevance à un dinar (c'est-à-dire 10 francs d'avant-guerre) par cheval paissant dans les pâturages libres.

Ceux qui se prononcent pour la non-exigibilité de la dîme s'appuient sur les paroles du Prophète : « Je

dispense les croyants de payer pour les chevaux et pour les esclaves ».

Buffles. — Les buffles sont assimilés aux vaches, de même que les chameaux persans sont assimilés aux chameaux arabes.

La chèvre. — La chèvre est considérée comme une brebis.

Les mulets et les ânes. — Pour les mulets et les ânes, il n'y a pas d'aumône.

Conditions de la dîme aumônière sur les troupeaux.
— 1° *Elle est annuelle* : pour que la dîme aumônière frappe les bestiaux, il faut que ces derniers possèdent un maître depuis un an révolu.

Quand le taux est atteint, c'est-à-dire quand le nombre des animaux atteint le minimum imposable, les survivants de l'année entrent en ligne de compte. Les animaux adultes ainsi que leurs petits sont frappés du droit d'aumône. Quand les petits naissent après l'année, ils n'entrent pas en ligne dans le compte de cette année.

Pour les animaux qui meurent avant le passage du receveur de l'aumône (après la fin de l'année), il existe une certaine réglementation proportionnelle qu'Abou Youssef n'a pas oublié de citer :

Pour les brebis. — Si le propriétaire de 120 brebis

en perd un certain nombre, il paie une brebis, s'il lui en reste au minimum 40.

Si le propriétaire de 120 brebis en perd 100, il paie une demi-brebis pour les 20 qui lui restent.

Si un propriétaire de plus de 120 brebis en perd quelques-unes avant l'arrivée du percepteur, on lui fera une réduction proportionnelle au nombre de brebis mortes.

Pour les chameaux. — Si un propriétaire de 25 chameaux en perd 24 avant le passage du receveur, il doit payer proportionnellement, c'est-à-dire $1/25$, sur les chameaux qui lui restent. S'il en perd 20, il doit payer le $1/5$ d'une chamelle de deux années.

Un propriétaire de 50 chameaux, qui en perd 3 ou 4, doit néanmoins la taxe complète. S'il lui en reste moins de 46, on divise la taxe due en 46 lots et il paie autant de lots qu'il lui reste de bêtes.

Pour les vaches. — Quand les vaches meurent après la fin de l'année, on paie l'aumône proportionnellement au nombre de vaches qui restent. Par exemple, si 20 vaches sur 40 périssent, on paie une demi-aumône, c'est-à-dire une vache de deux années.

2° *Il y a certaines conditions relatives aux qualités des bêtes exigées à titre d'aumône.* — Les bêtes qui doivent être données à titre d'aumône sont tenues de satisfaire à des conditions déterminées. On ne reçoit que les brebis entrant dans leur deuxième année. On

ne reçoit pas les animaux âgés, infirmes, borgnes ou aveugles. On ne reçoit pas les animaux qui sont en état de gestation ou ceux qui allaitent leurs petits. D'autre part, quand une bête a été engraisée, par suite de soins appropriés, par la nourriture de ses maîtres, elle ne doit pas être perçue pour l'acquittement de l'aumône.

Bref, le receveur de l'aumône ne doit prendre que les bêtes de qualité moyenne, afin de sauvegarder l'intérêt du possesseur et celui de l'aumône. Il ne doit jamais prendre de bêtes de qualité supérieure ou inférieure.

b) *La dîme aumônière sur l'or et l'argent*

On doit aussi payer une redevance sur l'argent et sur l'or.

Sur l'argent. — Sur l'argent on ne doit pas de dîme aumônière pour ce qu'on possède au-dessous de 200 dirhams (le dirham, monnaie arabe, vaut à peu près 1 franc d'avant-guerre). A partir de 200 dirhams, on paie cinq dirhams chaque année, c'est-à-dire 2,5 %.

Sur l'or. — Relativement à l'or, l'aumône n'est pas due sur ce qui est au-dessous de 20 mitkals (1) en or. A partir de 20 mitkals, on prend la moitié d'un mitkal, proportionnellement chaque année, c'est-à-dire 2,5 %.

Les fortunes. — Les richesses résultant du commerce et de tout ce qui en découle sont considérées

(1) Unité de poids chez les Arabes.

comme de l'or et de l'argent et elles subissent le même sort en ce qui concerne la dîme.

c) *La dîme aumônière sur les fruits*

Le zekkat est dû aussi sur les fruits. Il est réglementé selon le procédé d'irrigation.

1° Les propriétaires d'arbres fruitiers irrigués sans fatigue, c'est-à-dire par la pluie, par les fleuves ou par l'irrigation artificielle, doivent payer 1/10 de la récolte.

2° Les possesseurs d'arbres fruitiers irrigués avec fatigue, c'est-à-dire par des hommes, doivent payer 1/20 de la récolte.

Dans tous les cas, on ne doit de dîme sur les fruits qu'à partir d'un certain poids de récolte, soit 5 wasks (1.600 livres) (1).

Exemples de fruits : les dattes, les raisins et toutes les catégories de récoltes maraîchères.

d) *La dîme aumônière sur les denrées*

Les possesseurs de denrées telles que le riz, le blé, les légumes secs, paient aussi la dîme aumônière, à partir de 5 wasks.

C'est le même règlement que pour les fruits, soit quant à la redevance, soit quant à la réglementation

(1) Un certain poids chez les Arabes. Le wask pèse à peu près 320 livres.

d'après le procédé d'irrigation, c'est-à-dire qu'à partir de 5 waks on paie ou 1/10 de la récolte ou 1/20.

Il n'y a pas de zekkat sur les légumes verts, ni sur les légumes frais, comme les concombres ou les melons.

SECTION 3. — *Des documents sur la dîme.* . . Pour nous renseigner à cet égard, nous possédons quelques documents sur le zekkat tirés du livre d'Abou Youssef Yakoub sur l'impôt foncier, traduit en français et annoté par Fagnan. Ce livre s'appelle en arabe le *Kitabe El Kharadj*; on trouve sa traduction dans la collection de la « Bibilothèque Archéologique et Historique ».

Abou Youssef dit dans son livre : « J'ai rapporté ce que nous savons de l'obligation imposée à ces diverses catégories de payer la dîme aumônière. Je suis tous nos juristes, qui sont unanimes sur ce point, et ce que nous avons gardé ou entendu de mieux à ce propos est la tradition provenant de Zohri, parlant d'après Salim ben Abd Allad Ibn Omar Ibn Khattab; d'après Ibn Omar : le Prophète écrivit sur la dîme aumônière une lettre qu'il attacha à son sabre — ou peut-être, a-t-il dit, qui contenait ses dernières recommandations — et qu'il ne mit pas à jour jusqu'à ce qu'il mourût.

Abou Bakr, puis Omar, agirent en conséquence. Il y était réclamé une tête par 40 brebis jusqu'à 120 brebis, deux têtes jusqu'à 200. De 200 têtes jusqu'à 300 et au-dessus, une tête pour chaque centaine; et toute fraction inférieure à 100 ne devait rien. Pour 5 cha-

meaux, il était dû une brebis; pour 10 chameaux, deux; pour 15 chameaux, trois; pour 20 chameaux, quatre; pour 25 à 35 chameaux, une chamelle de plus d'un an (Bent makhâd); pour 35 à 45 chameaux, une chamelle de plus de deux ans (ben leboûn); pour 45 à 60 chameaux, une chamelle pubère (nikka); pour 60 à 75 chameaux, une chamelle de plus de cinq ans (dje-dha'a); pour 75 à 90 chameaux, deux chamelles de plus de deux ans; pour 90 à 120 chameaux, deux chamelles pubères; au-dessus de 120 chameaux, une chamelle pubère par 50 bêtes, une chamelle de deux ans par 40 bêtes. »

Abou Youssef, dans son livre, dit : « Nous tenons d'El-Amach, parlant d'après Ibrahim, d'après Mes-roûk : le Prophète, envoyant Moadh dans l'Iemen, lui ordonna de prélever, sur 30 bovins, un veau mâle ou femelle et pour 40 bovins (une mossinna), jeune vache. » Abou Youssef dit aussi : « Quant au paiement sur les produits de la terre, les juristes ne sont pas d'accord. Selon Abou Hanifa, c'est pour toute quantité, grande ou petite; selon d'autres, c'est quand il est sorti de terre au moins 5 wasks de ce produit; et la dîme aumônière (sadaka ou zekkat) n'est pas due pour les quantités inférieures à 5 wasks. »

Il dit aussi : « Il n'y a pas à percevoir la dîme aumônière sur un produit du sol inférieur en quantité à 5 wasks, conformément à ce que dit le Prophète. »

Abou Youssef ajoute : « Nous tenons d'Aban ben

Abou Ayyach, parlant d'après El Hasan Bacri; d'après Anas ben Malik, que le Prophète a dit : au-dessus de 5 wasks de blé, d'orge, de millet, de dattes et de raisins, on n'est pas soumis à la dîme aumônière. Quand la terre donne 5 wasks (trois cents ça) des produits précités et que le maître du sol en consomme une partie, ou bien en nourrit ou les siens ou ses voisins ou ses amis, ce qui en reste, bien qu'inférieur à ce chiffre de trois cents ça ou de cinq wasks, doit la dîme si le sol est naturellement irrigué; la demi-dîme si l'arrosage est artificiel, mais il n'est rien dû pour ce qu'il a mangé lui-même ou pour ce qu'il a donné à manger; de même, s'il y a vol partiel, la dîme ou la demi-dîme ne se prélève que sur la partie existante. »

Abou Youssef dit encore : « Nous tenons d'El-Welid ben Isa, qui l'a entendu de Mousa ben Talha, qu'il n'y a pas de dîme aumônière à prélever ni sur les légumes frais, ni sur les melons, ni sur les concombres, mais seulement sur les dattes, le blé, l'orge et les raisins. »

Il dit aussi : « Nous tenons de Mohammed ben Abd Allah, parlant d'après El-Hakam, d'après Mousa ben Talha, d'après Omar ben El-Khatab, que le Prophète a dit : « Il n'y a de zekkat que sur quatre choses : les dattes, les raisins secs, le blé et l'orge ».

Il continue : « Nous tenons ceci d'El-Haddjadj ben Artat, parlant d'après El-Hakam, d'après Miksam, d'après Abd-Allah, bel Abbas, dans un passage du

Coran au sujet de la dîme ou de la demi-dîme : « Donnez-lui lors de la moisson ce qui lui revient. »

Et enfin il dit : « Nous tenons d'un de nos grands maîtres, parlant d'après Abou-Redja, d'après El-Hasan, que dans le dit passage du Coran (donnez-lui, etc...), il est parlé de la dîme aumônière sur les graines et les fruits. »

SECTION 4. — *Les fins de la dîme aumônière.* — Le produit de la dîme est tout à fait séparé des autres produits fiscaux. Il ne faut pas réunir par exemple les produits des impôts fonciers (Kharadj) avec celui des dîmes aumônières, parce que le premier constitue un droit de jouissance pour l'ensemble des Musulmans, tandis que le produit des dîmes revient à ceux que le Coran (Livre Saint) a désignés en disant : « Les sadakats ne sont que pour les pauvres, les indigents, ceux dont il faut se concilier le cœur, les esclaves, les endettés, pour la voie de Dieu et pour les voyageurs. »

Règles de répartition

Les dîmes aumônières ne sont jamais envoyées à la capitale, c'est-à-dire au Calife, pour être déposées dans les caisses du Trésor principal (Beit-el-Mal). Elles sont toujours gardées dans les caisses du lieu où elles sont perçues. Si le produit des aumônes donne un excédent sur la somme nécessaire pour satisfaire aux besoins des ayants-droit, le precepteur n'est pas obligé d'en-

voyer cet excédent au Calife, il le répartit entre les ayants-droit des circonscriptions les plus rapprochées de la sienne.

On divise les dîmes généralement en huit parts, et chaque part est attribuée à une catégorie différente.

Les parts des ayants-droit

1° *Part des Percepteurs.* — La répartition commence par la rémunération des percepteurs. L'imam leur attribue une rémunération suffisante, représentant généralement le huitième de l'impôt. Il donne à celui qui dirige la dîme une part raisonnable, ainsi qu'à ses subordonnés. L'imam dans cette distribution, doit éviter à la fois la prodigalité et la ladrerie.

2° *Part des indigents.* — Il y a une part qui revient aux indigents musulmans, chrétiens ou juifs (zimmi). On entend par indigents tous ceux qui n'ont rien, pas même la nourriture d'une journée.

Dans la répartition de l'aumône, il faut tenir compte des cas particuliers, mais l'aumône ne doit pas excéder le chiffre de 200 dirhams pour chaque indigent (c'est-à-dire 1.000 francs). Car, une fois ce chiffre dépassé, la situation de cet indigent change et il devient un décimateur qui doit payer la dîme aumônière sur l'argent.

3° *Part des pauvres.* — On doit donner aux pauvres une part de la dîme aumônière. On entend ici par pau-

vres, les gens qui n'ont de la nourriture que pour une journée. Leur situation est meilleure que celle des indigents, mais ils sont malheureux quand même et l'Etat doit s'occuper d'eux.

La portion affectée aux pauvres et aux indigents est distraite du produit de l'impôt fourni par la région avoisinant la ville; en conséquence on ne peut distribuer aux pauvres d'une autre ville ce qui provient de la dite région.

4° *Part de ceux dont il y a à se concilier le cœur.* — Abou Youssef parle, dans son livre, de ceux dont il faut se concilier le cœur. Ce sont les alliés du Prophète et des premiers Califes. On cherchait leur alliance en leur attribuant, au début de l'Islam, une part spéciale, pour les empêcher d'agir contre la religion et les croyants et pour les pousser, eux et leurs tribus, à rentrer dans la voie de l'Islam. C'était une sorte de propagande religieuse qui existait au début de l'Islam et qui a disparu de très bonne heure.

Si l'allié n'est pas croyant, on paie sa part du butin ou de l'aubaine, mais jamais on ne lui paie le produit de la dîme.

5° *Part des endettés.* — On donne une part à ceux qui sont hors d'état d'acquitter leurs dettes. On agit de la sorte dans le but de les libérer de leur engagement et de leur donner le courage de recommencer leur vie honorablement.

6° *Part des voyageurs.* — Il y a une part affectée aux voyageurs exténués, pour leur donner des moyens de transport et des secours. Cette part avait son importance autrefois, par suite de la difficulté des communications et la rareté des moyens de transport.

7° *Part des esclaves.* — Cette part permet à un homme de libérer son propre esclave, et aussi de libérer l'un de siens réduit à l'esclavage, tels un père, un frère, une sœur, une mère, une fille, une épouse, un grand-père, une grand'mère, un oncle ou une tante de l'une ou l'autre ligne, etc...

8° *Part pour la voie de Dieu.* — C'est la part consacrée à l'amélioration de l'état général des Musulmans et à la propagande religieuse. On donne cette part à tous ceux qui font du prosélytisme religieux, soit par la guerre, soit par des moyens pacifiques. On peut dire qu'elle est affectée au service public de l'Etat.

Remarque sur la distribution

Abou Youssef dit, dans son livre sur l'impôt, qu'après la répartition des parts des percepteurs, des pauvres et des indigents, l'imam répartit les autres parts, comme il le juge à propos, au profit des œuvres énumérées dans le Livre Saint. L'imam peut les affecter au profit d'une seule d'entre elles. Abou Youssef ajoute : « Nous tenons d'El-Hasan ben Omar, parlant d'après Hakim ben Djobeyr, d'après Abou Wail,

qu'Omar bel el Khattab, recevant une dîme aumônière, la donna tout entière aux membres d'une seule famille. Nous tenons d'El-Hassan ben Omar, aussi, parlant d'après El-Hakam, d'après Modjahid, qu'Ibn Abbas a dit : Il n'y a pas de mal à ce que la dîme aumônière soit distribuée à une seule catégorie. »

SECTION 5. — *Les percepteurs de la dîme.* — C'est l'imam, soit le Calife, soit le Sultan, qui nomme les percepteurs supérieurs de la dîme. Il choisit un homme sûr, méritant sa confiance, lui offrant toutes les garanties ainsi qu'à ses sujets. Il le charge de l'ensemble des dîmes aumônières de plusieurs régions.

Le percepteur principal, à son tour, d'après l'ordre du Calife, envoie des subordonnés de son choix, jouissant des mêmes qualités que lui, dans les différentes villes et provinces afin de percevoir les dîmes et de les verser ensuite entre ses mains.

On ne doit jamais charger de l'encaissement des dîmes les percepteurs du Kharadj, car il ne faut pas que le produit de celles-là se confonde avec le produit de celui-ci.

Il faut que les procédés employés par les percepteurs soient licites et admissibles; on ne peut, par exemple, jamais percevoir un impôt deux ou plusieurs fois.

Les percepteurs prélèvent sur la dîme les appointements qui sont fixés par le Calife selon son appré-

ciation, mais ils ne doivent pas absorber la plus grande partie du produit de cet impôt.

Le grand juriste El Mawardi, dans son livre de droit public musulman, a cité parmi les principes généraux que le Calife doit observer dans l'intérêt de l'Etat, les trois règles suivantes qui concernent la perception ainsi que les fonctionnaires qui en sont chargés :

1° Le Calife doit s'occuper, comme le prescrit la loi, de la perception et de la répartition des aumônes et de l'aubaine (fei).

2° Il doit aussi fixer le montant de l'impôt et ce qui doit être payé par le Trésor sans prodigalité, ni parcimonie, ainsi que le soin de faire payer, en temps voulu, les contribuables.

3° Il doit en outre nommer des hommes sûrs et honnêtes aux postes du Gouvernement et aux charges des finances afin que l'ordre se trouve maintenu par des gouverneurs capables et que les intérêts financiers de l'Etat soient sauvegardés par des administrateurs intègres. Ce discernement dans le choix des fonctionnaires est imposé au Calife par un texte du Prophète : « Celui qui confie un poste à un homme, alors que, parmi ses sujets, il existe quelqu'un de plus apte à le remplir, trahit Dieu, son Messager et la Communauté musulmane ».

Le choix des percepteurs. — La tradition nous montre qu'on remettait aux Cadis des villes, c'est-à-

dire aux juges, le soin de percevoir la dîme aumônière. Ils envoyaient dans d'autres localités des hommes dignes de confiance, dont les appointements ne devaient pas trop réduire le produit de l'impôt.

SECTION 6. — *Les sanctions en cas de non-paiement de la dîme aumônière* (1). — Selon certains juristes, nous pouvons dire qu'après la période religieuse de l'Etat musulman, la dîme aumônière devint un impôt obligatoire.

Abou Youssef prétend, dans son livre, qu'il n'est pas permis à un homme croyant en Dieu et au Jour Suprême de se soustraire à la dîme aumônière, ni d'y faire échapper son bien en le faisant passer dans la propriété d'autrui.

Abd Allah Ibn Massoud déclare, à son tour, que rien ne permet au Musulman d'échapper au zekkat.

Abou Bakr, premier Calife, a dit : « S'ils me refusaient une annuité de ce qu'ont imposé Dieu et son Apôtre, cela me les ferait combattre de la même manière que je fais pour exiger la prière ».

D'après Abou-Youssef, on peut dire que les traditions musulmanes permettent de recourir à la force pour obtenir le paiement du zekkat et qu'il est absolument permis au Calife de combattre ceux qui fraudent ou qui refusent de payer la dîme aumônière (zekat). Combattre signifie, ici, « châtier » ou « punir » selon le cas.

(1) On emploie les mots dîme aumônière ou don, qui s'appellent en arabe « Zekkat » ou « Sadakaat ». Toutes ces expressions ont la même signification et on les emploie successivement.

SECTION 7. — *La dîme aumônière a-t-elle actuellement des similiaires, des succédanés ?* — Le zekkat, d'après la législation musulmane, ne présentait pas de caractère obligatoire, ce n'est que sous l'influence de la tradition qu'il est devenu obligatoire et, parlant, s'est rapproché de la notion moderne de l'impôt.

Cependant la dîme aumônière, telle que la considèrent les textes, se rencontre dans les Etats modernes. C'est ainsi qu'en Angleterre et en France on a connu des impôts facultatifs, sous le nom de contributions volontaires.

En France, en 1789, une contribution volontaire avait été établie : les citoyens étaient invités à payer un impôt patriotique et facultatif à l'Etat (1). Mais il n'y avait aucune obligation, aucune sanction pécuniaire ou pénale pour frapper ceux qui refusaient de payer.

En Angleterre, il existe un département qui dépend du Ministère des Finances et qui s'appelle le Département des Contributions volontaires (Department of voluntary Contributions).

Cependant on constate de grandes différences entre les contributions volontaires et les dîmes aumônières. Ces dernières sont fixées et réglementées par la loi elle-même, tandis que les premières présentent le caractère d'une souscription payée irrégulièrement au

(1) Gaston Jèze : *cours de science des finances*, 6^e édition, 1922 p. 459.

profit de l'Etat dans des moments de crise financière. Pour mieux dire, la contribution volontaire n'est qu'une mesure d'exception, tandis que la dîme aumônière existait en vertu d'une loi véritable.

La meilleure opinion, à ce sujet, c'est de considérer la dîme aumônière comme un véritable impôt obligatoire. Tel est notre avis et il peut s'appuyer sur la tradition ainsi que sur les écrits des juristes. On peut dire que cette dîme ancienne, instituée par un Code antique (le Coran), présente tous les éléments de l'impôt moderne qui frappe les fortunes et les richesses; elle ressemble à l'impôt indirect en ce sens qu'elle frappe les choses et non les personnes.

L'analogie est facile à saisir si l'on considère que la richesse atteinte par l'impôt est aujourd'hui représentée surtout par les revenus du capital, des actions, des obligations, etc..., alors qu'autrefois la richesse consistait essentiellement en troupeaux, en récolte, en or et en argent, éléments sur lesquels portait précisément la dîme.

SECTION 8. — *Critiques adressées à la dîme.* — Pour terminer notre étude sur la dîme, nous allons examiner un point très délicat, qui n'a jamais été étudié par les savants musulmans ni par les orientalistes. Il s'agit des critiques adressées à la dîme.

Les savants musulmans, historiens, théologiens ou juristes, n'ont jamais osé critiquer la dîme, parce que, selon la tradition musulmane, la dîme fait partie de la

religion. Jusqu'à une certaine époque on ne pouvait pas critiquer la religion sans être considéré comme un mécréant, un rebelle contre Dieu et son Apôtre. Cette rébellion était regardée comme un crime grave, qui entraînait la peine de mort pure et simple pour le coupable. C'est pour ce motif que les juristes ne purent jamais critiquer les différents modes de perception de la dîme employés par le gouvernement. Ils n'osèrent pas non plus proposer la réforme de ce système, car, dans la société musulmane, il était très difficile d'attaquer le pouvoir central sans s'exposer à de graves dangers. Cependant, on trouve des poètes qui eurent le courage de critiquer et d'attaquer d'éminentes personnalités, mais ils étaient protégés par de puissants maîtres ou par de fortes tribus.

Les orientalistes ont étudié la civilisation et l'histoire musulmanes, mais il ne se sont pas donné la peine de critiquer cette question de la dîme. S'ils lui ont adressé des critiques, elles sont d'ordre général et concernent l'incidence de l'impôt.

Avant d'aborder la question, nous ne pouvons passer sous silence les avantages de la dîme aumônière. Au point de vue humanitaire, la dîme présente de nombreux avantages, car elle permet de soulager les pauvres et les vieillards, de construire des asiles et des hospices pour panser les blessures des malades et des malheureux. C'est, en outre, une ressource assurée pour les chômeurs musulmans. Ainsi un musulman,

un chrétien ou un juif pouvait frapper à la porte du (Beit-El-Mal) pour demander assistance.

La dîme aumônière présente un autre avantage, celui d'être une ressource assurée pour l'Etat. Avec cet impôt on pouvait également faire une propagande religieuse, réglementée et méthodique.

Les inconvénients. — Mais, à côté de ces avantages, il existe des inconvénients qu'on peut diviser, d'après leur origine, en deux parties :

- 1° Les inconvénients de la dîme dûs à la législation ;
- 2° Les inconvénients de la dîme dûs à l'application de cette législation.

Les inconvénients dûs à la législation elle-même. — Nous savons bien qu'un impôt doit être souple et non rigide, de même qu'une loi doit être en rapport avec les buts et les besoins de l'Etat. Dire que l'impôt doit être souple, c'est dire qu'il doit être susceptible de varier dans son rendement entre un maximum et un minimum, et même, le cas échéant, de disparaître quand on n'en a plus besoin.

Il en est de la loi comme des impôts; il y a un principe général qui préside à la rédaction de toutes les lois, le législateur doit se proposer le bonheur de la société, le maintien de l'ordre et du gouvernement. Il en est de même d'une loi constitutionnelle; malgré sa rigidité, elle peut être révisée d'après les règles prévues par la constitution.

La législation musulmane, en général, y compris la loi sur la dîme, est contraire à la conception précédente, qui est la base de la législation moderne, dans son ensemble ou dans ses détails. Le Coran, source des lois musulmanes, est un Code en même temps qu'un Livre Saint; on ne peut ni changer, ni modifier les textes qu'il contient sans porter atteinte à la Religion et sans commettre un sacrilège. C'est pourquoi le flot des années et des siècles s'est brisé en vain sans pouvoir ébranler ni modifier cette législation intangible.

Bien que ces lois fussent démodées et même néfastes pour les Musulmans, les Califes et le Gouvernement musulman les appliquaient toujours. C'est seulement au cours du dernier siècle que cette conception a évolué sous l'influence de la civilisation occidentale et du réveil de l'Orient.

Dès lors, on a commencé à négliger les lois canoniques en les appliquant exclusivement aux questions religieuses et non, comme auparavant, à la Chose publique.

Un autre inconvénient dû à la législation, c'est aussi la conception de créer une certaine dîme aumônière, c'est-à-dire de ramasser de l'argent en vue de le dépenser et de le distribuer pour certains besoins (comme nous l'avons vu plus haut), sans examiner la véritable utilité de cette perception et de cette distribution, ainsi que le caractère des besoins auxquels il s'agit de faire face.

Dans la conception moderne, on considère d'abord l'intérêt des citoyens et ensuite on crée les impôts. On dépense ces impôts dans l'intérêt public du pays, qui varie selon les circonstances. On ne vise l'argent des citoyens qu'en raison de la nécessité de l'affecter à des dépenses indispensables.

Les inconvénients de la dîme aumônière dûs à l'application de la législation musulmane. — Le Coran, en imposant la dîme et en la distribuant de plein droit à une certaine catégorie de personnes, a encouragé indirectement le chômage et la paresse. Cette conséquence néfaste est pourtant contraire à l'esprit du Coran et à la pensée du prophète qui n'ont jamais rien voulu de semblable. Le Livre Sacré et l'Apôtre stimulent, au contraire, les fidèles au travail et à la lutte pour augmenter leur bien-être.

Le Coran dit aux fidèles : « Exploitez la terre ».

Le Prophète a dit à son peuple : « Celui qui travaille et obéit à son Dieu est plus proche du bonheur que celui qui dépense tout son temps à faire des prières et des rites religieux ».

Les Califes successeurs du Prophète suivirent une politique toute différente. Pour garder leurs nouvelles conquêtes, ils encouragèrent les Musulmans vainqueurs à rester dans l'armée, au lieu de les laisser travailler dans le commerce ou dans l'agriculture.

Pour payer ces guerriers, il y avait le Trésor (Beit-

El-Mal) et aussi la dîme qui répondait au besoin de certains d'entre eux, tels que les pauvres et les indigents, etc... (V. la distribution de la dîme aumônière, plus haut.)

Mais, en appliquant la loi de la dîme, on poussait ces oisifs à ne pas faire d'efforts pour le progrès de l'Etat.

De cette politique des Califes, naquit le mépris du commerce et de l'agriculture dans le monde musulman. Cette hostilité subsista jusqu'au démembrement de l'Empire ottoman et jusqu'à son effondrement. En effet, quand les Turcs assumèrent la responsabilité de la civilisation musulmane après leurs conquêtes en Orient (1), ils ne combattirent pas cette tendance hostile au commerce et à l'agriculture que nous venons de constater. Au contraire, ils la trouvèrent à leur goût et l'encouragèrent ainsi que la bureaucratie, et ils regardèrent les commerçants et les paysans, qui représentent cependant les véritables forces vitales d'un pays, comme des éléments inférieurs de la société.

Cette conception a fait beaucoup de tort au peuple musulman, ainsi qu'à sa civilisation.

Une telle politique sociale, avec toutes ses conséquences néfastes, ne dérive pas de la loi musulmane,

(1) Les Turcs ont conquis la Syrie, la Palestine, l'Egypte et le Soudan en 1517. Peu de temps après ils ont conquis toute la Péninsule Arabe et aussi la Perse. Il ne faut pas oublier qu'à un certain moment l'Afrique du Nord était sous leur autorité.

elle est la conséquence de sa mauvaise interprétation par certains législateurs, et surtout par les conquérants, qu'il s'agisse des Califes de l'Empire musulman ou des Sultans ottomans.

CHAPITRE VII

LE BUTIN (1)

SECTION 1

Si on considère l'impôt comme un prélèvement sur la fortune individuelle au profit de l'Etat, on peut dire que le butin est une sorte d'impôt chez les Musulmans.

Le butin, comme nous allons le voir, est la conséquence du droit de confiscation de la propriété ennemie, au profit des guerriers musulmans et en même temps au profit de tous les fidèles. Il dépend d'abord de la guerre et ensuite du sort de cette guerre, c'est-à-dire de la conquête des Musulmans.

Si les Musulmans ont considéré le butin comme un impôt, cela tient surtout à la mentalité de ces peuples anciens ainsi qu'à leur civilisation et à leur législation. Aujourd'hui, avec la conception moderne de l'impôt, on ne peut le comparer au butin, car ils sont séparés par trop de différences.

On peut même dire que cette comparaison nous montrera les différences fondamentales entre le butin et l'impôt (nous examinerons cette question plus loin).

(1 Le butin d'après le dictionnaire Larousse à deux significations : Premièrement, ce qu'on enlève à l'ennemi ; deuxièmement richesse. Ici nous employons ce mot pour indiquer ce que les Musulmans prenaient à leurs ennemis pendant la guerre.

Définition du butin. — Le butin, dans la loi musulmane, c'est tout ce que les fidèles gagnent sur leurs ennemis pendant la guerre. On peut diviser ce gain en quatre catégories :

1° Les prisonniers de guerre.

2° Les captifs ennemis : vieillards, enfants et femmes.

3° La terre.

4° Les biens mobiliers.

1° *Les prisonniers.*

Définition : Ce sont les guerriers ennemis qui sont faits prisonniers par des musulmans.

Les juristes ne sont pas d'accord pour régler leur sort, mais en général les musulmans leur rendent la liberté en échange d'une rançon payée par leur pays. Cette somme, prise comme rançon, fait partie du butin.

Abou Hanifa, l'éminent jurisconsulte, dit : « En ce qui concerne les captifs, le Calife ou son représentant a le choix, à son gré, de consentir à la rançon ou de les mettre à mort. La condamnation à mort était plus théorique que pratique, car le prophète était hostile à tout massacre des captifs. Sur ce point, le Coran se rapproche du prophète : « Frappez » — dit le Livre Sacré, aux musulmans — « les polythéistes jusqu'à en faire un grand carnage, puis serrez ferme les entraves des captifs, ensuite rendez-leur la liberté en échange d'une rançon ».

Le Calife se servait des captifs polythéistes pour les échanger contre les musulmans captifs. Ce procédé ressemble à l'échange actuel des prisonniers de guerre.

2° *Les autres captifs* (vieillards, enfants et femmes).

Définition : il s'agit des femmes, des vieillards et des enfants qui accompagnent les combattants ennemis et qui deviennent les captifs des musulmans. On les ajoute au butin, ils deviennent des esclaves que l'on peut vendre. On ne peut dans aucun cas les tuer, car le prophète a défendu que l'on tue les femmes, les enfants et les vieillards. Ils peuvent obtenir, comme les autres prisonniers, la liberté au moyen d'une rançon.

3° *La Terre.*

La terre acquise par les musulmans, en temps de guerre, comme en temps de Paix, rentre dans la catégorie de l'aubaine que nous allons citer dans le chapitre suivant. Elle n'est pas soumise au même règlement que le butin (1).

4° *Les biens mobiliers :*

Définition : les biens mobiliers qui entrent dans le butin représentent tout ce qu'on peut transporter, tels que les troupeaux et l'argent.

Au début de l'Islam, on distribuait les biens entre

(1) Il y a un chapitre spécial pour l'impôt sur la terre, qui s'appelle en Arabe « El Kharadji ».

les combattants, sans aucune règle précise, selon l'appréciation du prophète. Dans la première bataille, celle de Badre en l'an 2 de Hégire (1), qui fut engagée en faveur de l'Islam, les parts du butin distribué aux guerriers furent les mêmes que celles du prophète.

Peu de temps après cette bataille, le Code musulman (Le Coran) a tranché cette question.

Règle du Code : tout ce que les vainqueurs ont ramené au camp où tout ce qu'ils ont pris comme biens et comme effets des vaincus, constitue le butin. Ce butin est divisé en cinq portions.

1° L'une des cinq portions est attribuée à ceux qui sont énumérés dans le Livre Saint.

2° Et les quatre autres portions sont réparties entre les troupes qui ont fait ce butin.

Première portion : le Coran a dit : « Ce qu'Allah[—] a fait revenir des habitants des bourgades à son envoyé, appartient à Allah et à son Apôtre, aux proches de celui-ci, aux orphelins, aux pauvres et aux voyageurs, pour que cela ne soit pas une chose qui passe successivement aux riches d'entre vous ».

Le Coran dit aussi, en adressant la parole au Prophète : « Sachez que, de tout ce que vous avez fait comme butin, le quint revient à Allah et à son Apôtre, aux proches de celui-ci, aux orphelins, aux pauvres et aux voyageurs. »

Cette cinquième partie du butin est divisée, à son tour, en cinq autres portions, savoir :

(1) Voir l'index.

1° Une portion est dépensée dans l'intérêt des musulmans. Le prophète peut aussi s'approprier une partie de cette portion pour lui et pour ses femmes.

2° Une autre portion est destinée à la famille du Prophète, à ses oncles et leurs branches.

3° Une troisième portion va aux orphelins.

4° Une quatrième portion est réservée aux pauvres qui n'ont aucune ressource pour vivre.

5° Une cinquième portion est destinée aux voyageurs qui sont dans le besoin ou qui n'ont pas d'argent pour se nourrir.

Les autres portions : les quatre autres portions, autrement dit les quatre cinquièmes du butin total, sont distribués entre les guerriers par parts égales.

SECTION 2

Règles relatives au butin. — Il y a, dans la loi musulmane, plusieurs règles relatives au butin, qui doivent être suivies. Nous allons citer les règles fondamentales qui ont une importance juridique et économique.

Première règle : l'invitation à l'Islam avant le combat. — L'Islam étant une religion qui fait de la propagande non seulement par la persuasion, mais aussi par la violence, une question se pose à cet égard. A-t-on le droit de combattre les polythéistes, sans avertissement ?

Cette question, qui a son intérêt en matière de butin,

est résolue d'après la loi musulmane avec justesse.

On ne peut combattre les polythéistes, c'est-à-dire les non croyants qui sont hors du territoire musulman, sans les inviter à embrasser l'Islam, sans leur adresser un appel leur indiquant le chemin juste et droit. S'ils refusent de reconnaître Dieu et son Apôtre, c'est-à-dire s'ils refusent de devenir musulmans, on leur fait la guerre. Le refus peut être explicite ou tacite. Explicite s'il se manifeste par un refus verbal, ou par une lettre négative en réponse à celle de l'Iman (1); tacite par une non-acceptation de la missive ou par l'absence de réponse.

Abou Youssef dit dans son livre : « Le prophète, d'après ce que nous savons, n'a jamais combattu aucun peuple sans lui demander de reconnaître Allah et son Apôtre ». Il dit aussi : « Nous tenons d'El Hadjaj, parlant d'après Ibn Abou Nedjih, qu'Abd Allah Ibn Abbass a dit : Jamais le Prophète n'a combattu de groupe d'hommes sans lui avoir adressé une invitation ».

Après avoir établi sa religion, dans son pays, le prophète voulut la propager ailleurs. Alors il adressa à chaque roi ou à chaque chef d'une puissance voisine, une invitation par lettre, portée par des délégués musulmans. Il envoya au Roi des Perses, au Patriarche d'Egypte et à l'Empereur d'Abyssinie des invita-

(1) Voir l'index.

tions à embrasser la Religion inusulmane, eux et leur peuple.

Abou Youssef, dans son livre, cite un exemple qui explique le mécanisme de l'Islamisme et en même temps celui de l'impôt d'après ce régime social : « Je tiens », dit-il, « d'Ata Ben Essaïb, parlant d'après Abouïl Bakherteri, que, quand Selmân entreprit son expédition contre les polythéistes du Fârs, il dit à ses guerriers : « Abstenez-vous de rien faire avant que je leur aie adressé un appel, comme j'ai entendu le Prophète le faire » ; il parla ainsi aux ennemis : « Je vous appelle à l'Islam, si vous vous y venez, vous aurez les mêmes droits et les mêmes charges que nous ; si vous refusez, vous devrez tous verser humblement la capitation ; si vous refusez encore, nous vous combattrons ». Les polythéistes répondirent : « Pour l'Islam nous ne l'embrasserons point ; pour la capitation, nous ne la verserons point ; pour le combat, nous vous riposterons. » A trois reprises il leur adressa cet appel, mais en vain ; c'est alors qu'il ordonna aux siens d'attaquer. »

Nous étudierons les caractères et la portée de cette invitation qui précède le combat, quand nous parlerons de la théorie de la Guerre Sainte chez les Musulmans.

Deuxième règle : l'expédition. — Nulle expédition ne peut se faire que sur l'ordre de l'Imam (1) ou de

(1) C'est-à-dire le Calif ou son représentant.

celui qu'il a placé à la tête des troupes. Aucun guerrier musulman ne peut attaquer un polythéiste ou le provoquer en duel sans l'autorisation du chef de l'Armée.

Cette règle du Coran s'appliquait aux chefs militaires : « Obéissez à Allah, obéissez à l'Apôtre, obéissez à ceux d'entre vous qui ont l'autorité. »

Abou Youssef, dans son livre, dit : « Nous tenons d'Achath, parlant d'après El Hassan, que la plus petite expédition ne peut être faite sans avoir obtenu l'autorisation du chef; mais, si elle a été autorisée et si elle a réussi, à tous ceux qui la forment, reviennent les distributions qui leur ont été promises. »

Troisième règle : le lieu du partage du butin. — Quand les Musulmans ont fait leur butin sur les polythéistes, il est préférable, selon la loi musulmane, que le partage ne soit fait qu'après le transport du butin en territoire musulman. Cependant il reste valable si il a été fait en territoire ennemi.

C'est que le butin, tant qu'il n'est pas sorti du pays ennemi, n'est pas en sécurité. Le Prophète, à la suite de la bataille de Bedr, a fait le partage du butin après son retour à la capitale (Médine) qui est en territoire musulman.

Quatrième règle : le partage doit être fait avec égalité entre les guerriers combattants : le Chef de l'Armée procède à la répartition du butin entre les guerriers par parts égales. Seuls les combattants, en

principe, interviennent au partage. Il n'y a pas d'injustice à ce que l'Imam ou son représentant (c'est-à-dire le Chef) donne quelque chose hors part à des guerriers soit individuellement, soit en groupe; en disant, par exemple : celui qui abattra un adversaire, en obtiendra les dépouilles personnelles; ou celui qui se mettra en avant pour faire telle chose en retirera tel bénéfice; ou encore celui qui prendra telle chose de l'ennemi en aura telle part. Cela doit être fait avant que le butin soit mis en sûreté, car, selon la loi, après cette mise en sûreté, le chef ne peut plus accorder aucune faveur ni attribution hors part.

Cinquième règle : la distribution du butin est égale et proportionnelle. — On assigne aux ayants droit au butin une part calculée d'après ce qu'ils avaient en franchissant le passage conduisant chez l'ennemi. Le cavalier dont le cheval est devenu fourbu après la mise en sûreté de tout ou partie du butin, et avant qu'il y ait partage, reçoit la part de son cheval. Le fantassin qui trouve une monture pour combattre ne la reçoit pas comme part. Le tributaire et l'esclave employés par le musulman comme auxiliaires dans le combat ne reçoivent cependant qu'une petite part du butin. Il en est de même de la femme qui a rendu service à l'armée en soignant les blessés et en donnant à boire aux malades. Mais cette petite faveur n'est pas accordée à la femme, au tributaire ou à l'esclave qui ne se sont pas rendus utiles. Le journalier, le por-

tefaix, le menuisier et autres ouvriers, ainsi que les marchands, reçoivent chacun une part quand ils ont participé au combat et à la campagne; mais, par contre, n'ont droit à rien s'ils n'y prennent pas part.

Une part est aussi attribuée à celui que l'Imam ou son représentant a chargé de la garde des bagages ou du camp.

Sixième règle : la vente du butin. — Personne ne doit vendre sa part de butin tant que le partage n'a pas eu lieu. Avant le partage ce butin est considéré comme un bien de la communauté musulmane. Dès lors, le guerrier avant la distribution, n'en est pas encore propriétaire et il ne peut, de ce fait, vendre ce qu'il ne possède pas.

Pourrait-on prétendre qu'à titre de combattant il peut vendre son droit sur le butin ? On doit répondre par la négative, car son droit sur le butin ne naît qu'en même temps que son droit à l'acquisition qui le rend propriétaire et nous savons que ce droit naît seulement du partage. Cependant par tolérance, on admet que les fidèles peuvent consommer les vivres qui se trouvent dans le butin et nourrir leurs chevaux avec le fourrage et l'orge pris à l'ennemi. Ils peuvent aussi, s'ils en ont besoin, égorger les bovins qui en font partie et les manger, même sans que le quint soit prélevé sur ce qu'ils mangent eux-mêmes ou donnent à manger à leurs bêtes.

Les compagnons du prophète agissent de la sorte : personne parmi eux ne peut vendre sa part dans le butin, s'il le fait, il ne lui est pas permis de dépenser le prix qu'il en a retiré, ni d'en user à son avantage; il doit le restituer à la masse partageante.

SECTION 3

Les rapports entre la théorie de l'impôt et le butin.

— Dans les Etats modernes et civilisés, la notion de l'impôt diffère de la notion antique du butin.

L'impôt dans la notion moderne, représente une prestation en argent, par les membres d'une communauté politique, en vue de couvrir des dépenses d'intérêt général. La création et l'emploi de l'impôt sont soumis au vote et au contrôle des représentants du peuple, c'est-à-dire du Parlement.

En Angleterre, depuis 1911, c'est la Chambre des Communes seule qui vote le budget. En France, d'après la constitution de 1875 qui est celle de la troisième République, c'est la Chambre des députés et le Sénat qui votent les impôts. Le budget doit être porté d'abord à la Chambre des députés, il est ensuite transmis au Sénat. Les constitutions de la période révolutionnaire en France ont souligné le caractère de l'impôt. Par exemple, l'article 13 de la déclaration des droits qui précède la constitution de 1791 proclame que, « pour l'entretien de la force publique et

pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ». Le projet de la constitution girondine de 1793 était animé du même esprit. D'après l'article 22 : « Toute contribution ne peut être établie que pour l'utilité générale et pour subvenir aux besoins publics ». La même formule se retrouve dans la déclaration des droits de la constitution de 1793, à l'article 20. Enfin, la constitution de 1848, article 15, déclare que : « Tout impôt est établi pour l'utilité commune ».

Il apparaît donc que l'impôt, dans sa notion moderne, n'a pas seulement pour but de créer des ressources à l'Etat; il repose essentiellement sur le principe de l'égalité entre les citoyens, sans se soucier de l'opinion de chacun. Un Etat moderne ne pourrait jamais admettre l'idée du butin, c'est-à-dire considérer comme une ressource régulière pour le trésor tout ce qui est pris à l'ennemi en temps de guerre, car, comme nous l'avons vu, le butin est fondé sur une *idée de violence*, d'après une *législation imposée*; dès lors, il ne peut présenter les caractères de l'impôt moderne. D'ailleurs la théorie de la guerre, qui est la base du butin, est condamnée par la civilisation actuelle et par notre droit international. Les Etats repoussent même toute idée de guerre; aussi les voyons-nous se lier par de multiples engagements internationaux pour rétablir la paix et condamner

la guerre, par exemple : la Société des Nations (1919) et le Pacte Kellogg (1928).

A notre époque, le butin ne revient pas aux soldats, mais à l'Etat exclusivement, sans aucune part pour ses guerriers, à l'inverse de ce qui avait lieu autrefois chez les Musulmans. Cette méthode antique et barbare, telle qu'on la pratiquait pendant l'empire musulman, n'existe plus de nos jours. On emploie des procédés différents pour récompenser les guerriers (grades, décorations, etc...). Jadis les prisonniers militaires ou civils devenaient esclaves; dans l'Etat moderne, l'on ne rencontre pas un pareil état de chose, l'esclavage ayant été aboli au XIX^e siècle. Par contre, on garde ces prisonniers jusqu'à la fin des hostilités pour en faire l'échange, non pour une rançon, mais pour un nombre égal de soldats.

La théorie du butin, chez les musulmans, ressemble à la théorie antique de l'impôt; toutefois cette dernière théorie ne puise pas toujours son existence dans la notion de l'impôt chez eux.

Dans l'antiquité, l'impôt éveille l'idée d'un rapport de subordination entre les vainqueurs et les vaincus. Cette idée a survécu jusqu'au moyen âge. A cette époque, on considérait l'impôt comme un présent fait par l'individu au Souverain (*donum benevolentiae*). Plus tard apparaît dans la notion de l'impôt l'idée de sacrifice, supporté par l'individu dans l'intérêt de

l'Etat. A une autre époque, c'est le sentiment du devoir de payer l'impôt (duty) qui domine. On rencontrait aussi l'idée de contrainte exercée par l'Etat (imposition et impôt) et enfin l'idée de fixation unilatérale de l'impôt par l'Etat, sans tenir compte de la volonté des contribuables.

Le butin peut dès lors être considéré comme un impôt antique puisqu'il en a les mêmes caractères. Il résulte de la conquête des Musulmans sur les Polythéistes et les premiers, étant vainqueurs, se trouvent en droit de partager ce qu'ils ont pris des derniers, selon la conception de subordination régnante au moyen-âge.

Mais le butin est loin de présenter les caractères modernes de l'impôt. Le monde a changé, la constitution française de 1793 déclare que : « Nul citoyen n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques ». Et, par cette déclaration, elle a fait disparaître complètement cette notion ridicule de subordination qui était la base de l'impôt. Au contraire, la législation musulmane est restée toujours rigide. On ne pouvait pas provoquer son évolution en déclarant que le butin doit être écarté du Code musulman. On ne pouvait pas rejeter les idées primitives, amassées par une tradition de quinze siècles passés, sans porter atteinte au principe de la religion, et pourtant il était nécessaire d'écarter cette religion de la vie temporelle afin de pouvoir marcher en avant vers la lumière, vers la civilisation moderne.

CHAPITRE VIII

L'AUBAINE (1) OU LE (FEI)

SECTION 1

La troisième sorte d'impôt est l'aubaine, y compris l'impôt foncier. C'est l'impôt le plus important et le plus productif parmi les impôts musulmans.

Définition : L'aubaine (ou le feï) signifie, en droit musulman, tout ce qui est pris, sans violence, par les musulmans sur leurs ennemis non musulmans. Elle diffère en cela du butin qui suppose, comme nous l'avons vu, l'emploi de la force. Pour mieux expliquer cette définition vague, on peut dire que, lorsque les musulmans se sont emparés du territoire appartenant aux infidèles, le butin comprend les biens mobiliers qu'ils confisquent, le « feï », tous les immeubles, plus le droit d'exiger l'impôt sur la personne, « la capitulation ».

Abou Youssef, le grand juriste, dit : « Que l'aubaine est le karadji de la terre », c'est-à-dire l'impôt foncier. Mais on ne peut laisser passer cette définition sans la critiquer, car le « feï » peut représenter, aussi

(1) L'aubaine signifie le droit par lequel la succession d'un étranger non naturalisé était attribuée au Souverain. Ici nous employons ce mot pour indiquer une certaine catégorie d'impôts. Ce qui est pris aux ennemis sans violence. Cette expression est également employée par les auteurs dans le même sens.

bien l'impôt sur la terre que l'impôt sur les personnes, comme nous allons le voir plus loin.

SECTION 2.

L'origine de l'aubaine ou « feï »

Le feï n'est qu'une conséquence de la conquête musulmane; or cette conquête peut s'exercer sur les peuples arabes ou non arabes.

Les conquêtes des musulmans sur les non arabes : Les musulmans, en s'emparant d'un territoire, demandaient aux vaincus d'une race non arabe (tels que les Egyptiens, les Persans, etc...), de choisir entre l'Islam et le feï. Pour que ceux-ci puissent garder leur religion, il fallait qu'elle fût, en principe, reconnue par le Coran, c'est-à-dire chrétienne ou juive. Sinon on donnait aux vaincus le choix entre l'Islam ou la mort. Celui qui voulait garder sa religion devait payer un impôt personnel, un impôt par tête appelé le (Djizieh) et un autre impôt foncier appelé le (Karadji). Celui qui embrassait l'Islam n'était exempté que de l'impôt personnel (le Djizieh).

Il faut remarquer qu'on fait payer même à ceux qui se soumettent et qui embrassent l'Islam, l'impôt foncier sur leurs terres, impôt qui varie selon les circonstances et selon les coutumes des pays. Les ennemis qui embrassent l'Islam, après l'invitation envoyée par le chef musulman avant le combat, ont les mêmes droits et subissent les mêmes charges que les musul-

mans arabes, leurs terres n'étaient pas frappées de l'impôt foncier, seule la dîme était exigée (1) et ils ont leur part dans l'islam, c'est-à-dire dans les pensions payées par le Trésor conformément à la loi (2). Ceux qui se convertissent après le combat font partie des fidèles, mais leurs biens immobiliers sont frappés d'impôt, en raison de l'offre de protection que les musulmans leur avaient faite avant leur conversion.

Les conquêtes sur les arabes : Si la conquête des musulmans s'applique à un peuple arabe, celui-ci n'a pas le même choix que dans le premier cas, ses membres ne sont pas soumis à la capitation. Ils n'ont pas le choix entre l'Islam et le paiement de l'impôt personnel; ils ne peuvent opter qu'entre la mort et la conversion. Ils sont dépouillés de leurs terres s'ils ne se convertissent pas.

SECTION 3

La justification du feï

La loi musulmane, en imposant le feï, soit l'impôt personnel « djizieh », soit l'impôt foncier, « le Karadji », justifie cette règle par le motif de la protection accordée par les vainqueurs aux vaincus. On peut dire que cet impôt découle d'un contrat tacite de protectorat entre l'Etat souverain, qui constitue la communauté musulmane et l'Etat subordonné, qui

(1) Voir page 11 classification des terres : La terre musulmane.

(2) Voir, infra, la part qui leur revient dans la dîme et le butin.

constitue le peuple vaincu. Par ce contrat, le premier s'engage à accorder sa protection et sa civilisation au second, en échange d'un certain impôt payé par ce dernier pour les frais de cette protection (par exemple l'entretien des troupes et des fonctionnaires). Par contre, le peuple protégé garde ses coutumes, sa religion, ses terres, son organisation sociale et administrative, s'il le désire.

SECTION 4

Les ressources de l'aubaine ou « feï »

On trouve dans le Coran (le Code musulman) les textes qui imposent le feï et, dans les paroles du Prophète et de ses disciples, des explications et des justifications du djizieh et du karadji.

Le Coran dit : « Ce que Dieu a accordé à son Envoyé des biens des habitants des différents bourgs appartient à Dieu et au Prophète, à ses proches, aux orphelins, aux pauvres et aux voyageurs, il ne doit rien en revenir aux riches d'entre vous » ; et le Livre Sacré ajoute : « Il en appartient une partie (du butin) aux pauvres parmi les Mohadjers qui ont été chassés de leurs demeures et privés de leurs biens, qui recherchent la faveur de Dieu et sa satisfaction, qui assistent Dieu et son Apôtre. Ce sont des hommes vertueux. » Et il dit encore : « Ceux qui étaient toujours en possession de leurs demeures et qui ont

embrassé la foi précédemment, chérissent les hommes qui se réfugient chez eux, leurs cœurs sont exempts de toute convoitise; ils ne désirent point ce qui échoit aux autres. Ils leur donnent même la préférence dans leurs générosités, bien que l'indigence soit aussi parmi eux. Or ceux qui prémunissent leurs cœurs contre l'avarice seront les bienheureux. » Le Coran continue : « Ceux qui sont venus après eux dirent : « Seigneur, pardonne-nous comme à nos frères qui nous ont devancés dans la foi et ne mets point de malveillance envers ceux qui croient. Seigneur, tu es compatissant et miséricordieux ». Ces règles s'appliquent aux fidèles présents et futurs jusqu'au jour suprême.

La question du « Karadji », c'est-à-dire de l'impôt foncier, se posa quand les Arabes firent des conquêtes. Les guerriers demandèrent à Omar, le deuxième Calife, de procéder au partage des territoires de l'Irak et de la Syrie, qui étaient tombés entre leurs mains. Ils voulurent que le grand Calife leur fit le partage de la même façon que pour le butin, car la terre avait été conquise comme le butin, par leurs efforts et par leur lutte.

Mais Omar refusa d'admettre ce point de vue et le réfuta en déclarant que le butin ne doit pas être assimilé à la terre, car cette dernière est plus importante que le butin. Le régime des biens mobiliers diffère de celui des biens immobiliers; ceux là tombent dans

le patrimoine de l'armée et de la communauté présente musulmane, tandis que ceux-ci appartiennent à la communauté musulmane toute entière et non spécialement à l'armée. Ces biens immobiliers n'appartiennent pas seulement à la communauté présente, mais aussi à la communauté future. Dès lors, tout partage entre les guerriers, ou entre la communauté présente porterait préjudice aux générations futures, qui perdraient leurs droits sur cette terre. Telle était la thèse d'Omar et de ses disciples.

Omar, le Grand Calife, trouva une solution pour résoudre la question de l'impôt foncier en frappant la terre conquise du Karadji, pour permettre à la communauté d'en profiter.

Voici textuellement ce qu'Omar a dit à son peuple : « Allah vous a donné pour associés dans le partage de ce feï, ceux qui viendront après vous; si je vous le partageais, il ne leur resterait rien, et, si ces terres restent telles quelles, le pasteur de « çan'à » aura sa part dans ce feï sans qu'il ait à rougir pour le réclamer ».

D'après le livre d'Abou Youssef sur l'impôt foncier, Omar écrivit à Saad ben Aboû Wakkass, qui venait de conquérir la Mésopotamie : « J'ai reçu la lettre où tu me dis que les troupes t'ont réclamé le partage du butin et de ce qu'Allah leur a fait revenir. Au reçu de la présente lettre, examine les chevaux et la richesse que les troupes t'ont ramenés au camp, et

fais-en la répartition entre les musulmans présents, mais laisse les terres et les rivières à ceux qui les font valoir pour que le produit en soit consacré aux allocations des musulmans. Si, en effet, tu les partageais entre ceux qui t'entourent, il ne resterait plus rien pour ceux qui viendront après eux. Antérieurement, je t'ai donné l'ordre d'appeler à se convertir, avant de les combattre, ceux contre qui tu marches; qui-conque, avant toute hostilité, se rend à ton appel, compte dorénavant parmi les musulmans et a les mêmes droits et les mêmes charges qu'eux; il a sa part dans l'Islam, tandis que, s'il ne se convertit qu'après avoir tenté une vaine résistance, il compte parmi les *fidèles*, mais ses biens sont dévolus aux adeptes de l'Islam en raison de l'offre de protection que ceux-ci lui avaient faite avant sa conversion. Tel est mon ordre, telle est la prescription que je t'adresse. »

L'armée de l'Irak vint, au nom de son chef Saad ben Abou Wakkas, se présenter à Omar pour le partage de la terre. Omar constata que ses guerriers voulaient qu'on répartisse la terre entre eux, comme le butin. Ne partageant pas leur opinion, il leur répondit : « Quelle sera donc à l'avenir la situation des musulmans qui trouveront le sol et ses habitants devenus, par suite d'un partage antérieur, des propriétés héréditaires et détenu par des possesseurs ? Cela n'est pas raisonnable. Le sol et ses habitants ne peuvent

être considérés autrement que comme faisant partie des choses que Dieu répartit entre tous. Les choses ne seront donc pas réparties comme tu le dis (il adressait la parole à un chef musulman qui voulait faire le partage de la terre comme celui du butin) : « Mon avis est différent, car certainement il ne sera plus fait, après moi, conquête de pays renfermant des richesses aussi grandes. Il se peut même que les conquêtes ultérieures deviennent une charge pour les fidèles. Quand j'aurai fait la répartition du sol de l'Irak et de la Syrie, comment pourra-t-on pourvoir à la défense des places frontières; qu'est-ce qui restera dans ces régions pour subvenir aux besoins des enfants et des pauvres de la Syrie et de l'Irak? » Cependant les guerriers n'étaient pas convaincus par les arguments du Calife; ils réclamaient toujours le partage de la terre, prétendant qu'il était injuste de les priver du fruit de leur gain, au profit des générations futures qui n'avaient participé ni aux combats, ni à la gloire.

Devant cette divergence d'opinions, Omar consulta les disciples du Prophète; puis, selon l'usage dans l'Islam, il réunit le plus éminent et le plus influent des Conseils pour connaître son avis et ensuite agir selon sa décision. Devant le Grand Conseil de Sages, il exposa la question et donna son opinion : « J'ai fait le partage des richesses mobilières entre ceux qui les avaient conquises, déduction faite du quint,

qui a été, sous ma surveillance, employé à l'usage auquel il est consacré. J'ai cru devoir réserver le sol et ses habitants et imposer à ceux-ci le Karadji à titre d'impôt foncier et la capitation à titre d'impôt personnel sur chaque tête, cette capitation constituant un feï au profit des musulmans qui ont combattu, de leurs enfants et de ceux qui leur succéderont. Pensez-vous que ces frontières puissent se passer de guerriers ? Pensez-vous que ces grands pays (la Syrie et la Mésopotamie, Koufa, Basra, l'Égypte) ne doivent pas être protégés par des troupes qu'il faut largement rémunérer ? D'où tirer cette solde si l'on fait le partage du sol entre ceux qui l'habitent ? »

D'une voix unanime, le Conseil réuni adopta l'opinion d'Omar et désigna Otman Ben Honeyf, homme intelligent et expérimenté, pour établir l'impôt sur les territoires de Sawad de Koufa, qui produisaient annuellement 100.000.000 de dirham (1) bien avant la mort d'Omar.

Omar, dans sa décision, s'appuya sur les textes du Coran : « Ce qu'Allah a fait revenir des habitants des localités à son Apôtre appartient à Allah et à l'Apôtre, aux proches de celui-ci, aux orphelins, aux pauvres et aux voyageurs, pour que cela ne soit pas une chose qui passe successivement aux riches d'entre vous ».

Alors, pour que la terre conquise ne puisse pas être un simple héritage réservé aux familles des guer-

(1) Infra l'index.

riers, c'est-à-dire pour que cette terre ne soit pas une chose qui passe successivement aux riches d'entre vous, comme le défend le Coran, il ne faut pas la partager.

Le Coran dit aussi : « Et ceux qui sont venus après eux (c'est-à-dire les guerriers musulmans), disent « Seigneur pardonne-nous à nous et à nos frères qui nous ont précédés dans la Foi, ne mets point dans nos cœurs de malveillance pour ceux qui croient, car tu es, O Seigneur, compatissant et miséricordieux ».

La Fei est alors devenu commun entre toute la communauté musulmane. Comment pourrait-on le partager au profit des guerriers, sans violer le droit des musulmans qui leur succéderont ?

On peut dire aussi, à l'égard du djizieh, que les ressources qu'il procure trouvent leur justification dans les paroles et les actes du Prophète, et les premiers Califes l'on établi pour suivre la règle posée par le Prophète.

Abou Youssef dit, dans son Livre, « qu'il tient d'un juriconsulte, que celui qui a le premier imposé le djizieh est le Prophète; il en frappa tous les habitants du Hadjar, hommes ou femmes parvenus à la puberté. Omar, lors de son arrivée au pouvoir, l'imposa aux habitants du Sawad ».

Omar, le deuxième Calife, écrivit à un chef « Perçois la capitation sur les mages qui relèvent de toi, car le Prophète l'a perçue sur les mages de Hadjar ».

On demanda à Omar comment on devait traiter, pour le djizieh, les gens qui adoraient le feu, qui n'étaient ni Juifs ni Chrétiens et qui n'avaient pas de Livre révélé. Un maître, parmi ceux qui étaient présents, se leva et déclara que le prophète à dit à leurs propos : « Suivez vis-à-vis d'eux les mêmes procédés que vis-à-vis des adeptes des Livres Révélés ».

Les jurisconsultes musulmans ne sont pas d'accord sur la question de djizieh imposé à ceux qui n'ont pas un livre révélé. L'école Hanifite est la seule à admettre que le djizief frappe les idolâtre. Nous examinerons cette question plus loin.

SECTION 5

Le Feï

Nous avons donné plus haut la définition du feï; or, il y en a différentes sortes. On distingue le feï qui est considéré comme un impôt personnel, car il frappe les personnes, on pourrait même dire les têtes, il s'appelle *la capitation ou le Djizieh*; puis le feï qui frappe la terre et qui s'appelle l'impôt *foncier ou le Kharadji*.

SECTION 6

1) *La capitation ou le djizieh*:

Définition: C'est un impôt payé par les redevables non musulmans au Trésor (Beit-el-Mal), du fait de la

conquête musulmane, pour l'entretien des troupes conquérantes.

L'origine du djizieh :

Bien qu'issu de la conquête et de la loi musulmane, le djizieh trouve son origine dans l'antiquité.

Il apparaît dans les civilisation primitives comme une conséquence de la guerre et comme une forme nécessaire de l'impôt. Nous avons rencontré cet impôt sous la forme individuelle et aussi sous la forme collective frappant une seule ou plusieurs tribus entières. Il a existé chez les Pharaons, chez les Grecs, chez les Persans, puis chez les Romains.

La raison de son existence est la théorie ancienne de la guerre, la subordination des vaincus aux vainqueurs. Cette subordination amène les conquérants à frapper les vaincus d'un impôt par tête qui diffère selon les cas et les circonstances. Cet impôt était quelquefois excessif, du fait de la tyrannie et de l'injustice des conquérants. Tel fut le cas de l'Empire Romain à l'égard de l'Egypte, durant les dernières années de sa domination. Il accabla tellement le peuple par la capitation que ce dernier, pour se débarrasser de l'autorité de Rome, prépara et facilita l'entrée en Egypte des conquérants Arabes.

L'Islamisme a adopté ce principe d'impôt, mais il s'est montré moins exigeant que les Romains, les Persans, etc., il a été juste et raisonnable pour les vain-

cus. Les Arabes qui ont fondé l'Empire musulman étaient de mœurs guerrières par la vie qu'ils menaient dans le désert. A la suite de leur conversion à l'islam, ils devinrent plus soldats que jamais pour défendre leur religion et leurs conquêtes; mais, en même temps, il jouirent d'une situation privilégiée comme celle des citoyens romains, qui devaient être partout entretenus, nourris et logés aux dépens des vaincus.

Cette capitation perçue par les musulmans était payée par tête au Trésor (Bei-El-Mal), qui, de son côté, se chargeait d'entretenir les soldats qui protégeaient les nouvelles terres conquises.

Qui payait le Djizieh? La règle est que le Djizieh est imposé au non musulman par tête. En principe, le musulman était donc exempté de ce genre d'impôt et le non musulman jouissait de la faveur de cette exemption dès qu'il se convertissait. A travers l'histoire de l'Empire Arabe, on trouve une exception à cette règle; d'ailleurs, cette exception n'a pas duré très longtemps. El Hadjadj, un des commissaires (Ommal) du Calife Ommiade (1) Abdel Malik Ibn Marawan, imposa le djizieh aux habitants de l'Irak qui s'étaient convertis, c'est-à-dire, aux zimmiis devenus musulmans. Le successeur de ce Calife, Omar Ibn Adbel Aziz, qui était pieux et juste, abolit, non sans raison, cette mesure.

(1) *Infra* l'index.

Les non musulmans, qu'ils soient Chrétiens, Juifs, Idolâtres, Polythéistes, etc., c'est-à-dire qu'ils aient une religion reconnue par le Coran ou non, sont soumis à la Capitation. Mais les Arabes idolâtres et les Arabes musulmans qui ont abjuré leur religion ne rentrent pas dans cette catégorie. Car, on leur fait choisir entre l'islam et la guerre, c'est-à-dire la mort pour eux.

Tel est le principe général permettant de préciser ceux qui sont soumis au Djizieh. Mais tous les non musulmans sont-ils obligés de le payer ?

Pour payer la capitation, il faut remplir les conditions suivantes :

1° Etre du sexe masculin : les femmes sont exemptées de la capitation. La raison en est simple ; la religion musulmane ne fait jamais la guerre aux femmes, quelle que soit leur religion ; mais au contraire elle les protège en interdisant de les tuer. Dès lors la capitation, qui est une conséquence de la guerre, ne peut pas frapper la femme.

2° Avoir atteint la puberté : sont soumises à cet impôt les personnes d'un âge suffisant pour pouvoir se battre ; cet âge est fixé à l'époque de la puberté. Avant cet âge la personne est considérée comme un enfant et l'enfant, selon la loi musulmane, a droit à la protection, comme la femme. Dès lors un enfant n'est pas obligé de payer cet impôt pour sauver sa tête. Mais, dès qu'il arrive à l'âge de la puberté, il

devient un homme et, n'ayant plus droit à cette protection, il doit choisir entre l'Islam, la guerre ou la capitation.

3° Ne pas avoir de maladie grave ou d'infirmité qui empêche la personne qui en est atteinte d'aller à la guerre. Ceci désigne une maladie incurable, qui empêche vraiment de porter les armes, soit contagieuse, telle que la tuberculose, la lèpre, etc., soit même non contagieuse, mais cependant dangeureuse, comme le cancer, le diabète, etc. L'infirmité résultant de la cécité rend l'homme incapable d'être soldat, car il a besoin plutôt de la protection et de la pitié des autres. Ainsi la loi musulmane protège les infirmes et aussi ceux qui sont atteints d'une maladie incurable et elle ne leur fait jamais payer la capitation.

4° Ne pas être moine. Les moines qui vivent dans les monastères, loin du monde et des hommes, sont exempts de la capitation. Leur vie pieuse et austère, qui les rapproche de Dieu, leur dévouement pour l'idéal et leur solitude qui les éloigne des péchés sont récompensés par le Coran. En effet, le Coran manifeste un grand respect pour les moines, il leur offre la tranquillité et la protection. Donc, tant qu'ils sont loin des luttes humaines, il est défendu de les tuer, de leur faire la guerre, de leur faire choisir entre celle-ci et l'impôt. Par suite, ils n'ont pas à payer de capitation pour sauver leur tête, comme l'exigent les lois musulmaanes.

La réglementation de la capitation: la capitation doit être payée dans un délai déterminé. C'était le Calife ou son commissaire qui percevait cet impôt et qui déterminait la date de son paiement. Nous avons vu plus haut que le djizieh n'est pas une création de l'Islam. Il a existé, depuis l'aurore de la civilisation, chez les Cartaginois, les Grecs, les Persans, les Romains, etc. Mais on ne peut nier que l'Islam a fondé la capitation sur une base juste et équitable, tandis que les anciennes civilisations trouvaient dans cette source de revenus, le moyen d'écraser les vaincus et de leur prendre le plus clair de leurs biens. L'Islam n'a jamais abusé de cet impôt. Les Romains, après la conquête du sol gaulois, frappèrent les vaincus d'un impôt variable de neuf à quinze livres par an, ce qui représente à peu près sept fois plus que la capitation chez les musulmans.

A l'époque du successeur du Prophète on a fixé les sommes qui devaient être perçues pour la capitation. Abou Bakr, le Grand Calife, à la suite de ses conquêtes, a ordonné à tous ses commissaires et généraux, dans les différents pays conquis, de percevoir la capitation sur chaque personne soumise selon la loi musulmane. Il l'a fixée à quatre dinars en or ou 40 dirhams en argent. Plus tard cette législation a été modifiée; la somme due a variée selon la solvabilité et la situation des contribubales.

Les contribuables ont été classée en trois catégories :

1° Le riche payait 48 dirhams par an, 4 dirhams par mois.

2° La personne de classe moyenne payait 24 dirhams par an, 2 dirhams par mois.

3° Le pauvre payait 12 dirhams par an, 1 dirham par mois.

Le djizieh par accord spécial : Souvent les pays conquis, en concluant la paix avec les arabes, fixaient les conditions des capitations par un accord spécial contenu dans le traité de paix. Nous avons comme exemple, le traité de paix conclu en l'an 639, à la suite de la conquête arabe, avec l'Egypte, et signé par Amr Ibn El Ass, général de l'armée arabe et le patriarche des coptes, représentant de l'Egypte. Ce traité, qui substitua à la domination de Rome, celle de La Mecque, avait fixé la capitation à 2 dinars par personnes annuellement sans considération de classes. On exemptait les femmes, les enfants et les vieillards.

Les arabes n'ont pas négligé les règles de la statistique pour fixer l'impôt par tête. Le commissaire du Calife, Abdel Malik Ibn Marawan (1), qui le représentait en Irak, compta, par ordre de son Maître, le nombre des contribuables de sa province qui étaient

(1) C'était un Calife de la dynastie Omniade.

soumis à la capitation. Il les considéra tous comme des journaliers, sans distinction de classe ni de richesse. Ensuite, il apprécia ce que pouvait gagner chacun durant l'année entière pour un travail manuel ordinaire. De ce total il défalqua ce que pouvait dépenser le journalier pour sa nourriture et pour son entretien. Par ce procédé arithmétique et méthodique, il arriva à conclure que chaque contribuable devait payer quatre dinars par an. Le résultat de cette méthode fut de quadrupler le rendement du djizieh de sa province par rapport à la somme, avant cette statistique, qui était d'un dinar seulement, payée par chaque contribuable.

Le djizieh est un impôt indigne de notre civilisation actuelle. Le djizieh des arabes, qui était connu déjà des civilisations grecque, romaine et persane, bien que productif, est un impôt injuste et primitif par son caractère forfaitaire et guerrier.

Si le djizieh pouvait se concevoir dans l'ancien temps, il est loin de s'accorder avec notre époque où jaillit la lumière de la science financière.

Critiques adressées à la capitation (djizieh). On peut critiquer ce système d'impôt à deux points de vue.

1° Du point de vue de la science financière pure, et

2° Du point de vue de son influence sur la civilisation musulmane.

1° *Au point de vue de la science financière :* Un impôt dans un Etat moderne et civilisé doit être à la

fois volontaire et obligatoire (1). L'impôt est tout d'abord volontaire en ce sens qu'il ne constitue pas comme autrefois une redevance de vaincu à vainqueur. Le contribuable ne peut être imposé qu'en vertu d'une loi, qui doit émaner de la libre volonté de ceux qui y sont soumis. L'impôt est obligatoire en ce sens qu'une fois qu'il est inscrit dans la loi, nul ne peut y échapper. A vrai dire, la capitation est obligatoire en ce sens que le contribuable, tant qu'il n'adhère pas à la religion musulmane, ne peut jamais échapper à l'obligation de la payer. En effet, elle n'est pas un don gratuit ou intéressé, concédé par le contribuable à l'Etat.

Mais le djizieh n'a pas le caractère d'un impôt consenti en ce sens qu'il constitue une redevance de corvéable à Seigneur. Or le pouvoir social n'a pas la faculté de taxer à son gré et sans limite ; le contribuable ne peut être imposé qu'en vertu d'une législation uniforme et impersonnelle, sans distinction entre les vainqueurs et les vaincus.

Cet impôt est en outre injuste, car ainsi que nous l'avons vu plus haut, il était perçu dans bien des cas sans distinction de classes ni de richesses. Même si on faisait une distinction selon les fortunes des assujettis, on ne pouvait jamais atteindre la véritable richesse d'un contribuable, surtout à ces époques

(1) *Précis élémentaire de Législation financière*, par M. Marcel Moye (caractères de l'impôt).

lointaines. Prenons pour exemple l'Égypte; les Coptes, pour échapper aux exigences du fisc, affichaient souvent une pauvreté apparente soit en portant des habits usés et déchirés, soit en enfouissant leur fortune dans le sol.

2° *Au point de vue de son influence sur la civilisation musulmane* : Cette question est plutôt d'ordre social, mais nous ne voulons pas terminer ce chapitre, sans exposer l'influence du djizieh sur la civilisation musulmane, c'est-à-dire des aspects de l'influence de la science financière sur la vie sociale. La capitation a pour avantage : 1° d'alimenter le fisc et 2° d'inciter les assujettis à adopter la religion musulmane sans y être contraints par la force.

Cette religion ne s'imposait pas aux vaincus, ils n'étaient forcés ni de l'adopter ni de la pratiquer; on leur laissait le choix et la réflexion et on respectait leurs convictions. La capitation est la preuve de cette tolérance dans tous les pays mahométants; quelle que soit l'époque, dans l'Empire Arabe, l'Empire Egyptien (1) ou l'Empire Turc, les non musulmans jouissaient d'une liberté et d'un respect complets, certainement supérieurs à la condition des non catholiques, dans les Empires et les Etats européens avant la Révolution française, qui a proclamé la liberté d'opinion et de culte.

(1) Il s'agit des dynasties musulmanes qui régnaient en Égypte après la décadence des Abbassides.

Cette tolérance est même devenue une des faiblesses de la civilisation musulmane. Pourquoi? Avant d'étudier les causes de cette faiblesse, il faut préciser ce que signifie cette expression de civilisation musulmane. On entend par là l'influence de la religion, qui comprend les questions culturelles, législatives et sociologiques concernant les peuples soumis au pouvoir de cette religion soit par la conquête, soit par la persuasion.

Cette influence ne s'accorde pas avec le système du djizieh, parce que d'un côté les vainqueurs exigent formellement l'adhésion des vaincus de l'islam à la civilisation nouvelle, tandis que, d'un autre côté, la capitation permet à ces vaincus de conserver leur religion et de pratiquer sous la protection de l'impôt leur culte.

Il semble donc contradictoire que le Prophète ait voulu répandre le Coran et ses principes, puis que, tout d'un coup, il se soit contenté de la capitation, sans contraindre les vaincus à adopter sa religion?

C'est qu'il est difficile de modifier brutalement les coutumes et les idées d'un peuple; il était préférable de laisser les vaincus payer un impôt afin de pouvoir conserver ce que leurs ancêtres leur avaient enseigné.

Les Califes, et plus tard les Sultans, se contentèrent donc de lever la capitation, sans se donner la peine d'obliger leurs sujets non musulmans à adopter la civilisation de l'Etat souverain. On peut même

aller jusqu'à dire que les Sultans de Turquie ne voyaient dans les conquêtes qu'une source de recettes grâce à la capitation.

Disparition de la capitation : La capitation a complètement disparu des pays musulmans qui se sont ralliés à la civilisation moderne; en Egypte, dans la République turque, en Perse, etc., on a supprimé cet impôt primitif.

En résumé, dans l'ancien Empire Ottoman, avant la déclaration de la constitution de l'an 1908, le djizieh était de deux sortes :

1° L'impôt militaire payé par les chrétiens pour ne pas faire le service militaire.

2° L'impôt payé en bloc par les pays vassaux soumis à la Haute Porte par subordination du vaincu ou vainqueur, tels que l'Egypte, qui payait à peu près un demi-million de livres par an jusqu'à l'an 1914, année où la suzeraineté turque a été abolie et où le protectorat anglais a été établi.

SECTION 7 .

2° *L'impôt foncier* .

L'impôt foncier, qui s'appelle en Arabe El Kharadj, est une sorte de fei dans le droit public musulman. Son nom révèle immédiatement qu'il s'agit d'un impôt perçu sur la terre ou sur le sol, et non sur la personne. Les physiocrates considéraient l'impôt fon-

cier comme le plus important. Chez les Arabes également, cet impôt était placé au premier rang en raison de son rendement considérable, et ils avaient attaché une importance particulière à son organisation.

Définition : El Kharadj, selon Abou Yousscf, est l'impôt perçu sur la terre ou sur ses produits.

Son origine : Ce genre d'impôt date de l'antiquité même; on peut dire que c'est le plus ancien qui existe.

Autrefois la terre était considérée comme la propriété du roi, du sultan ou du khalife, et le peuple ne jouissait que des fruits ou du rendement de cette terre; en échange, il payait au souverain le Kharadj, c'est-à-dire l'impôt foncier.

Les anciens Pharaons étaient les seuls maîtres de la terre, de sorte que les Egyptiens ou plutôt les paysans ne travaillaient que pour le compte de leurs maîtres.

Il convient de noter à cet égard l'histoire que la Bible et aussi le Coran racontent. Cette histoire explique les circonstances qui permirent aux Pharaons d'Egypte d'avoir la propriété de la terre. Poussés par la famine, les paysans vendirent aux Pharaons tout ce qu'ils avaient comme troupeaux, comme propriété mobilière, et enfin comme terre pour avoir du pain.

Les Tartares admettaient la propriété individuelle

pour les troupeaux, mais ils n'avaient cette propriété pour la terre.

Les anciens Germains ne reconnaissaient le droit de propriété que pour leurs chefs et leurs princes, tandis que les plébéins n'avaient qu'une partie du produit de la terre.

Chez les Romains et chez les Persans, on admettait le même principe, et l'impôt foncier était perçu à titre d'impôt payé par le particulier pour l'usufruit de la terre, qui n'appartenait qu'au souverain.

Les Arabes ont conservé la théorie des anciens ou plutôt des Romains et des Persans, en ce qui concerne l'impôt foncier, soit dans son principe, soit dans sa perception.

Pour mieux comprendre le système de l'impôt foncier chez les Musulmans, il faut d'abord connaître l'état de la propriété de la terre dans leur loi.

La propriété de la terre chez les Musulmans : La terre appartenait en principe, selon la conception musulmane, à la communauté, c'est-à-dire à l'Etat, et les paysans n'avaient la permission de l'exploiter qu'à la condition que l'Etat perçut un droit sur le bénéfice retiré de la terre, c'est-à-dire sur la récolte.

Cette théorie se maintint jusqu'au dix-neuvième siècle; puis, à la suite des réformes politiques et constitutionnelles pratiquées en Turquie et aussi en Egypte, elle fut modifiée.

Prenons l'exemple de l'Egypte : Mohamed Ali, fondateur de la dynastie qui règne actuellement en Egypte, remarqua avec raison que le paysan ne labourait et n'exploitait consciencieusement la terre que si elle était à lui, c'est-à-dire s'il possédait personnellement la propriété. Il remarqua aussi que les impôts sur la terre étaient perçus dans l'intérêt des seigneurs et des nobles, qui faisaient travailler les fellahs pour leur compte; c'était les nobles qui recueillaient le fruit du labeur des cultivateurs responsables du paiement de l'impôt. Alors, pour abolir ce système tyrannique qui écrasait le pauvre fellah et qui le rendait misérable, Mohamed Ali procéda aux réformes suivantes :

1° Il a divisé le pays en départements.

2° Il a nommé des fonctionnaires pour la perception des impôts.

3° Il a distribué la terre aux fellahs de façon que chaque cultivateur capable ait sa part.

4° Il a aboli le système d'impôt foncier qui existait jusque là, c'est-à-dire qu'il a supprimé le privilège seigneurial.

De son côté, le Khédive Saïd Pacha, fils de Mohamed Ali, troisième Emir de la dynastie, promulgua la fameuse loi du cinq août mille huit cent cinquante-huit, par laquelle il déclarait que la terre deviendrait la propriété franche de ses sujets et qu'elle serait

dévolue, selon la loi (bien entendu religieuse), à leurs descendants. Depuis lors, la terre est la propriété individuelle des Egyptiens.

Il ne faut pas oublier que, dans tous les pays de l'Empire Ottoman, il y avait des lois semblables.

L'impôt foncier chez les Musulmans

Son principe : Quand les Arabes ont conquis l'Irak, le Calife Omar ne voulut pas partager la terre entre les guerriers musulmans comme il l'avait fait pour le butin (voir le chapitre sur le butin). Il ordonna de laisser la terre aux cultivateurs, qui devraient payer les droits suivants :

1° La capitation (le djizieh);

2° L'impôt foncier (le kharadj).

Il justifia textuellement sa décision de la façon suivante : « Voyez ces grands pays, tels que l'Egypte, la Syrie, la Mésopotamie. Pour les défendre, il faut des armées et, pour entretenir ces armées, il faut de l'argent. Si je partage les terres entre les guerriers, où trouverai-je de l'argent pour l'entretien d'une aussi forte armée? »

Ces terres conquises soit en Egypte, soit en Perse, etc., appartenaient à la communauté musulmane. Les vaincus n'étaient que des usufruitiers, qui payaient aux vainqueurs le kharadj en échange de leur droit de jouissance.

*Règles générales relatives à l'impôt foncier
chez les Musulmans*

Les Musulmans ont édicté, pour la perception de l'impôt foncier, quatre règles qui devaient être rigoureusement suivies :

a) Les terrains cultivés et possédés par les Musulmans étaient frappés d'un impôt égal au dixième de leur rendement.

b) Les terrains qui appartenaient aux non-musulmans convertis à l'Islam, supportaient aussi un impôt égal au dixième de leur récolte.

c) Les terrains conquis par les Musulmans (pris de violence) étaient considérés comme un butin pour eux; mais ils n'étaient pas partagés comme le butin, ils étaient assujettis à un impôt représentant le dixième de leur récolte.

d) Les terrains appartenant aux vaincus qui avaient conclu la paix avec les Musulmans étaient assujettis au kharadj. Même si ses propriétaires se convertissaient à l'Islam, ils devaient payer toujours le kharadj. Ce qui nous intéresse, c'est de noter que, seule, la dernière catégorie de terrain était soumise au kharadj.

Comment a-t-on fixé le kharadj?

Les Musulmans, en frappant le sol de l'impôt foncier, suivaient la règle proportionnelle. C'est-à-dire

qu'ils percevaient l'impôt selon la richesse et le rendement de la terre. Tant que les villages étaient prospères et que les récoltes étaient fécondes, le produit de l'impôt augmentait; mais, pendant les mauvais jours, pendant les épidémies, ce produit baissait. L'impôt était perçu aussi en tenant compte de la superficie des terrains : il était dû tant de dirhams à raison de tant d'unités de sol. La somme fixée comme impôt variait encore selon la qualité et le genre de récoltes (denrées, raisins, dattes, cannes à sucre, etc.).

La perception du kharadj

Les Arabes, lorsqu'ils ont conquis l'Égypte, la Syrie et l'Irak, trouvèrent l'impôt foncier déjà organisé dans ces pays. Ils n'ont rien changé au système de sa perception. Ils ont conservé les divans, c'est-à-dire les bureaux déjà établis par leurs prédécesseurs. En Égypte, les employés du fisc étaient des Coptes et l'enregistrement de l'impôt foncier s'effectuait en écriture copte. En Syrie, les employés du fisc étaient Romains, et, en Irak, Persans. Les Arabes contrôlaient les travaux des départements du fisc ou des divans, et ils touchaient le montant des impôts. Cet état de choses dura jusqu'à l'époque de la dynastie Omniade. Vers l'an 81 de l'Hégire (1), le Calife Abdel Malik Ibn Marawan ordonna d'employer l'écriture Arabe et des fonctionnaires musulmans dans les bureaux.

(1) Voir l'index.

Le bureau principal, ou plutôt le ministère des Finances, se trouvait à Médine (Capitale de l'Empire musulmane), où les percepteurs y envoyaient le reste du kharadj et du djizieh, après avoir payé les dépenses dans les différentes régions.

Les Califes eux-mêmes s'occupaient du règlement du kharadj et ils contrôlaient la méthode de perception. A l'époque de la dynastie Abbasside, le Calife El Saffah créa un divan ou bureau principal pour le kharadj. Ce bureau avait pour fonction le contrôle de tous les autres divans, et, à sa tête, il y avait un vizir ou ministre.

Les percepteurs du kharadj

C'est le Calife, par l'intermédiaire de son commissaire (amil) qui percevait en général le kharadj.

Le commissaire, qui représentait le Calife dans sa région, nommait des fonctionnaires pour la perception et pour l'enregistrement du montant encaissé dans les livres d'impôt. Le Calife contrôlait les revenus et les dépenses de l'Etat, en révisant le divan qui se trouvait dans la Capitale. Le commissaire ou amil présidait et contrôlait le divan de sa région.

Il y avait en outre deux autres sortes de perceptions, qui s'appelaient la perception par contrat, ou engagement. Elles subsistèrent dans les pays musulmans jusqu'à la réforme politique turque et jusqu'à la réforme pratiquée par Mohamed Ali en Egypte, au siècle dernier, qui les firent disparaître complètement.

La perception par engagement

Il y avait deux sortes de perceptions par engagement :

1° L'engagement des commissaires : au début de l'Islam, il était strictement défendu aux commissaires de déposer un gage ou de fournir une caution répondant de l'impôt perçu dans leurs régions. Mais plus tard, quand l'Empire musulman prit le caractère d'un Etat véritable, les Califes exigèrent de leurs commissaires la fourniture d'un gage ou d'une caution pour la garantie de leur gestion. Ces commissaires, si leurs recettes dépassaient la somme indiquée dans leur engagement, pouvaient garder pour eux le surplus. En d'autres termes, le commissaire s'engageait à payer une somme déterminée d'impôt par an au Calife et il fournissait une caution pour répondre de cet engagement. Ensuite, il percevait le kharadj dans sa région pour lui, et il n'était responsable devant son maître que de la somme indiquée dans son engagement.

2° L'engagement des nobles : il y avait aussi un autre système de perception qui s'appelait l'engagement des nobles. Un riche ou un homme d'autorité s'engageait devant le fisc, au moyen d'une adjudication, à payer au fisc l'impôt sur tel terrain ou sur tel ranch à condition de l'exploiter à son compte. Cette sorte d'engagement n'était pas une innovation musulmane; elle existait déjà chez les anciens Grecs et chez les Romains.

CHAPITRE IX

D'AUTRES IMPOTS CHEZ LES MUSULMANS

Il y avait d'autres sources d'impôts chez les Musulmans; mais elles n'étaient basées ni sur la loi musulmane (le Coran), comme c'était le cas du don, du butin et de la capitation, ni sur la conception primitive de l'impôt chez les anciens, comme le kharadj.

Ce sont les circonstances qui ont fait naître ces impôts et l'on peut dire que les Musulmans, pour alimenter le fisc, ont frappé méthodiquement d'impôt plusieurs sources de richesses. En instituant ces impôts, ils ont suivi les lois de justice et d'équité, conformément aux principes du Coran.

Comme ces impôts sont très nombreux, nous nous contenterons de citer les plus importants :

SECTION 1

1° *L'impôt sur les navires de passage*

Les bateaux qui rentraient dans un port, ou qui traversaient un détroit, étaient frappés d'une taxe qui différait selon l'importance du tonnage.

Taux de la taxe : Les navires qui venaient des Indes et de la Chine, chargés d'arômes et d'épices,

et qui atterrissaient dans les ports musulmans, payaient au fisc ce qu'on appelait le droit de dixième. L'Etat percevait en nature ou en espèce un dixième de la marchandise ou de sa valeur. Cette ressource était une des plus importantes pour le Trésor.

On a raconté qu'un certain marchand et armateur de Bisra, Hassan Ibn El Abbasse, qui vivait au sixième siècle de Hedjir, possédait des bateaux, qui faisaient le voyage jusqu'aux Indes et jusqu'en Chine. L'administration percevait un impôt de cent mille dinars par an sur les marchandises qu'ils emportaient.

Les navires qui traversaient un détroit étaient frappés d'un droit de laisser passer; ce droit ressemble beaucoup à la taxe perçue actuellement par la Compagnie du Canal de Suez sur les bateaux qui traversent le Canal. Les Arabes d'Espagne percevaient une certaine taxe sur les bateaux qui passaient par Gibraltar. Ces bateaux payaient cette taxe à Tarifa, port situé à l'extrémité sud de la Péninsule Espagnole. On dit même que le mot tarif, employé actuellement pour désigner le taux des droits perçus par le fisc dérive du nom de ce port.

SECTION 2

2° *L'impôt sur les minéraux*

Les minéraux étaient divisés par les Musulmans en deux catégories :

a) Les minéraux apparents, c'est-à-dire non enfouis

dans la terre, tels que le sel et le goudron. Ils n'étaient pas frappés d'impôt. L'Etat ne pouvait même pas donner à un particulier une concession pour exploiter ces ressources. Ils étaient considérés comme échappant à tout droit de propriété individuelle et appartenait à la communauté.

b) Les minéraux cachés, c'est-à-dire provenant des mines dans lesquelles on trouve l'or, l'argent, le mercure, etc. Pour les exploiter, il faut accomplir un certain effort. Ces mines n'étaient pas la libre propriété de tout le monde. L'Etat recevait les demandes de concession pour leur exploitation. Dans ce cas, il avait le droit de percevoir un impôt d'un cinquième sur le produit de l'extraction.

SECTION 3

3° *La taxe douanière*

La taxe douanière existait chez les Arabes avant l'Islam. Quand Omar fut proclamé Calife, il ne vit pas d'inconvénient à ce que la taxe douanière s'organisât d'une façon sûre et productive. Les marchandises importées étaient soumises à cet impôt. Les différents pays soumis à la suite de la conquête musulmane étaient considérés les uns vis-à-vis des autres comme des pays étrangers; de telle sorte que, par exemple, le commerçant qui importait en Egypte des marchandises de Syrie payait à la frontière les impôts douaniers.

Taux de l'impôt. — La taxe était fixée de la façon suivante :

a) Le musulman payait un dirham par 40 dirhams de valeur marchande.

b) Le zimmi (chrétien ou juif) payait un dirham par 20 dirhams de valeur marchande.

c) *Les contribuables* qui n'étaient ni sujets de l'Etat ni placés sous sa protection, payaient un dirham par 10 dirhams de valeur marchande.

Section 4. — Location consenties par l'Etat

L'Etat autorisait les particuliers à construire des maisons, des moulins, des bazars, etc... sur des terrains qui lui appartenaient. En échange les particuliers payaient la location de ces terrains. Ces locations de longue durée constituaient une ressource pour le Trésor. On rapporte que (Beit-El-Mal) à Bagdad percevait, à titre de location de longue durée, annuellement, à l'époque Abbasside, la somme d'un million et demi de dirhams.

Section 5. — La frappe de la monnaie

Comme tout Etat civilisé, les pays musulmans avaient des hôtels de la monnaie où ils frappaient des pièces d'or et d'argent. Dans toutes les capitales, à Bagdad, à Damas, au Caire ou à Cordoue, il y avait un

hôtel de la monnaie, qui frappait les dirhams et les dinars.

Sur les pièces on marquait en lettres arabes la date, le nom de la ville, la valeur de la pièce et le nom du Calife ou du Sultan.

Le Calife Omar Ibn El Khatab institua le premier en monnaie musulmane, l'échange. Avant son règne on réglait les échanges en monnaie Romaine ou Persane.

Le premier qui reconnut la monnaie musulmane comme la seule monnaie officielle de l'Etat fut le Calife Omniade Abd El Malek Ibn Narawan (en l'an 65 de Hedjir); il interdit tout échange en monnaies étrangères.

Sans entrer dans le détail de l'histoire de la monnaie chez les musulmans, il suffit de noter que l'hôtel de la monnaie percevait un droit de titre sur la monnaie frappée. Ce droit a varié selon les époques; mais, en général, il était d'un pour cent, c'est-à-dire que l'Etat avait un bénéfice d'un dirham sur chaque cent dirhams frappés. Il n'y avait pas de date, ni d'époque fixées pour la frappe. Il arrivait parfois que plusieurs années s'écoulaient sans qu'on frappât de nouvelles monnaies.

Le livre Nafh-El-Tib rapporte que l'hôtel de la Monnaie d'Andalousie, à l'époque de la dynastie Bani Marawan (quatrième siècle de Hedjir), percevait un droit de frappe de 200.000 dinars par an et le dinar était

échangé pour 17 dirhams. En tenant compte de la perception de 1 % de la monnaie frappée, on constate que la monnaie frappée en Andalousie se montait à vingt millions de dinars, soit environ dix millions de livres sterling ou 124.000.000 de francs français.

CHAPITRE X

LA BASE DE L'IMPOT CHEZ LES MUSULMANS

Section 1

Nous avons exposé plus haut les différentes sortes d'impôts chez les musulmans. Dans cet exposé nous avons donné les motifs de la création de ces impôts et indiqué les textes justificatifs. Voici maintenant la théorie sur laquelle se basait l'impôt chez les musulmans. Elle présente un grand intérêt, car c'est elle qui créa l'islam et qui contribua à l'extension de ce vaste empire. Cette théorie est l'esprit même de la loi et de la civilisation musulmane. Il faut toutefois reconnaître que, malgré la prospérité qu'elle a assurée à cette civilisation, elle a été l'objet de critiques et d'attaques de la part d'adversaires acharnés, qui se sont efforcés de la discréditer. Cette théorie, qui est à la base de l'impôt, s'appelle tout court la *Guerre Sainte*.

Qu'est-ce que la guerre sainte chez les musulmans?

Le Coran dit, en adressant la parole au prophète :
« Suis la voie de ton maître. »

Il dit aussi : « Proclame donc ce qui t'a été commandé et détourne-toi des mécréants..... »

Dieu ordonne aux croyants, dans le Coran, de combattre ceux qui les attaquent : « S'ils vous attaquent, tuez-les... »

Ainsi les croyants ont reçu l'ordre de combattre sous la condition que les mois sacrés (Redjeb, Zhoulguada, Zoulhidja, Mouharam) soient écoulés.

Le Coran dit : « Et quand les mois sacrés seront écoulés tuez les mécréants. »

Il dit aussi : « Et combattez dans la voie de Dieu. »

Le Prophète ajoute : « La guerre sainte durera jusqu'au jour de la résurrection. »

C'est sur ces textes que s'est établie la doctrine de la guerre sainte et c'est sur cette doctrine que s'est fondé l'Etat musulman.

SECTION 2

La guerre sainte : C'est un droit qui rentre dans les adorations (1), comme la foi, la prière, le jeûne et le pèlerinage (qui sont chez les musulmans des adorations par essence). Ce droit de Dieu est un devoir qui incombe aux hommes, devoir pur et simple, dégagé de toute condition restrictive quand au temps où il peut être rempli (sauf les mois sacrés), ou quant à la nécessité d'une agression occasionnelle.

La guerre sainte est de deux sortes : la guerre offensive et la guerre défensive.

(1) Les adorations sont les rites fondamentaux de la religion.

SECTION 3

La guerre offensive : Le devoir de la guerre sainte, en cas d'attaque par les musulmans contre les mécréants, est une action bonne par accident, mais non par essence. La destruction du corps humain, qui est, selon les livres saints, « le bâtiment de Dieu », et la dévastation des provinces habitées, non seulement ne comporte aucune récompense, mais elles font encourir aux musulmans la réprobation divine et la malédiction du Prophète. Telle est l'opinion de quatre fondateurs des doctrines musulmanes. Cette action n'est bonne et ne constitue une adoration qu'en raison de sa fin, qui est l'exaltation de la vraie foi et la répression de l'iniquité des mécréants. On ne peut pratiquer cette action que dans le cas où on se trouve en face d'hommes qui refusent de connaître le Messager de Dieu.

On peut conclure que :

1° La guerre sainte offensive est une adoration par accident; elle passe après la Foi, la Prière, le Jeûne et le Pèlerinage, les quatre adorations par essence.

2° La fin cherchée dans cette guerre n'incombe pas à tous les musulmans, mais elle peut être atteinte par l'action de quelques musulmans seulement, sans nécessité du concours de toutes les individualités composant la Nation. Il y a lieu d'ajouter que ce devoir n'incombe pas à l'impubère, ni au majeur si son père et sa mère s'opposent à son départ pour la guerre, ni

à la femme, ni à l'esclave, ni au débiteur, ni à l'a-
veugle, ni à l'infirme, ni à l'estropié, ni aux doctes sa-
vants.

SECTION 4

La guerre sainte défensive : Dans le cas où l'ennemi attaque les musulmans et franchit la frontière, le fait de l'invasion a pour effet de donner à la lutte le caractère d'un devoir catégorique et individuel, comme la prière et le jeûne, dont l'accomplissement incombe à chacun des individus composant de la Nation.

A l'appel des habitants du territoire envahi, tout le monde doit partir, même les débiteurs, les esclaves, les femmes et les enfants. Ceux qui sont incapables de repousser l'agression par leurs propres efforts doivent venir grossir le nombre des combattants et rendre la masse plus imposante par leur présence.

SECTION 5

L'influence de la doctrine de guerre sur l'Islam : Nous avons vu plus haut la signification de la guerre sainte, il reste à examiner l'influence de cette doctrine sur la civilisation et sur les finances publiques. Le Très Haut dit au Prophète : « Suis la voie de ton Maître en te servant de la raison démonstrative et de la douce persuasion. Discute avec tes ennemis en usant des meilleurs arguments. »

Le Coran, ainsi que le Prophète et ses compagnons,

ont préconisé, en principe, pour la propagation de l'Islam et en vue de convier les mécréants à se convertir, deux systèmes successifs.

Le premier c'est la propagande pure et simple, ou plutôt la propagande pacifique.

Le deuxième, c'est la lutte et l'épée.

Le Prophète ou le Calife envoie des messagers aux chefs des pays étrangers; ces messagers sont chargés d'inviter ces derniers ainsi que leurs peuples à rentrer dans l'Islam. Ils exposent à leurs hôtes la doctrine et les avantages de la conversion et enfin les risques que l'on court dans le cas où l'on refuse de se convertir. En même temps l'appel à l'Islam est répandu par des religieux propagandistes, qui se glissent parmi les peuples voisins non musulmans.

Dans le cas où les mécréants se convertissent, la guerre est évitée.

Mais, dans le cas où l'appel est reçu par des peuples récalcitrants et dédaigneux, la guerre peut éclater pour les inviter, par la force de l'épée, à respecter Dieu et son Apôtre.

C'est à cette guerre que se rattache la question de l'impôt.

Au lieu qu'elle mette fin aux autres religions et oblige les vaincus à embrasser l'Islam, au lieu qu'elle serve à la propagande et à la civilisation musulmanes au détriment de toute autre, elle donne aux vainqueurs le

droit de soumettre les vaincus qui gardent leur religion à l'impôt personnel (le djizieh) et à l'impôt foncier (le karadji). En échange de ces charges, les vainqueurs leur laissent la liberté d'opinion et leur offrent la protection de leurs biens et de leurs personnes.

En vue de trouver des ressources pour les dépenses de l'Etat, la doctrine a soumis les vaincus à l'impôt. Comme récompense de la propagande et de la victoire et de la conversion, les musulmans jouissaient de plusieurs avantages pécuniaires :

1° Les guerriers partageaient le butin.

2° Les musulmans étaient exempts de tout impôt, sauf les aumônes.

3° Le Trésor (Bei-El-Mal) payait des pensions aux musulmans.

Mais un tel état de choses ne pouvait se prolonger sans porter préjudice au gouvernement et au régime musulmans.

En effet :

1° Beaucoup de Zimmis se convertissaient pour ne pas payer le djizieh.

2° L'empire s'étendait de plus en plus, d'où un besoin continuel d'argent pour l'entretien des fonctionnaires sans cesse plus nombreux et pour les dépenses gouvernementales.

3° Les ressources de l'Etat étaient, d'un autre côté, limitées par le droit canonique.

En conséquence :

Les Califes substituèrent à la législation canonique, qui fondait la finance publique sur la guerre sainte et sur les aumônes, une législation plus logique, basée sur la nécessité et aussi sur la loi d'économie publique. Ils frappèrent plusieurs richesses de l'impôt, ainsi que nous l'avons dit plus haut (taxe de douane, impôt sur les navires de passage, etc...). Les Califes furent même obligés d'aller plus loin et de ne pas appliquer trop à la lettre les lois du Coran en ce qui concerne les impôts. Des terres furent frappées d'impôt sans que celles des musulmans fussent exonérées.

Dans ce court exposé nous avons essayé de démontrer l'influence de la guerre sur la civilisation ainsi que sur les finances publiques musulmanes, et aussi vu le rôle que jouait la religion dans le système de gouvernement. Pour conclure nous ajoutons que l'un des plus grands torts de la religion c'est de se mêler des affaires d'Etat et de légiférer pour les peuples. La religion peut imposer des lois morales, mais en prétendant intervenir dans le domaine temporel elle offre aux convertis un Code rigide et elle sort de son rôle. Ce Code ne tardera pas à être démodé et inapplicable pour les générations à venir et on peut même dire qu'il deviendra nuisible et dangereux.

Au cours des siècles, les musulmans ont évité de plus en plus de faire intervenir la religion dans les affaires d'Etat, mais ils se sont heurtés quand même

au fait que le Coran est un Code en même temps qu'il est un Livre Saint. Pour assurer leur bonheur et leur progrès, les musulmans en Egypte et en Turquie ont légiféré au point de vue civil, pénal et constitutionnel, en abandonnant les principes du Livre Saint. Ils voyaient l'Europe nouvelle séparer l'Eglise de l'Etat pour marcher de plus en plus vers le progrès... Mais ils n'ont pu opérer pendant longtemps une réforme aussi radicale, parce que le Chef d'Etat est, chez eux, selon la doctrine et la tradition, en même temps chef temporel et spirituel. La Turquie, qui était, avant la guerre, le plus grand pays mahométan, avait son Sultan qui était aussi le Calife et les autres pays musulmans étaient placés sous sa souveraineté et le considéraient comme leur Calife au point de vue religieux. C'est seulement grâce à la jeune Turquie d'après guerre que les musulmans peuvent entrevoir un avenir plus souriant et plus encourageant. A la suite de la lutte pour l'indépendance et de la grande victoire sur la Grèce, la Chambre des communes Turque a proclamé la République, en détrônant la famille impériale ottomane et en supprimant le régime du Califat. Ce geste si énergique et si audacieux a amené de plein droit la Séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui a été consacrée par un acte du parlement. La Turquie peut donc, actuellement, se tourner vers le progrès sans se heurter aux obstacles de la Religion.

La constitution Egyptienne octroyée par le Roi.

Fouad I^{er} à son peuple, à la suite de la déclaration de l'indépendance du pays en 1922, permet au pays de décider, par ses deux Chambres (la Chambre des députés et le Sénat), d'écarter de plus en plus l'influence religieuse dans les affaires publiques. En 1926, un débat intéressant a éclaté à la Chambre des députés à propos de l'abolition des wakfs (1). Les députés se sont montrés favorables à ce projet et ils ont chargé une commission d'examiner la question. L'opinion publique et la presse ont appuyé chaudement cette décision.

(1) Les wakfs sont des biens immobiliers qui sont inaliénables. On ne peut ni les vendre ni les hypothéquer... Leur propriété appartient à Dieu seul et les ayant droits n'ont que l'usufruit.

CHAPITRE XI

LA DIMINUTION ET LA MAJORATION DE L'IMPOT

SECTION I

Caractère de l'impôt dans la législation financière moderne

Le pouvoir social n'a pas la faculté de taxer à son gré et sans limite. Le contribuable ne peut être imposé qu'en vertu d'une loi uniforme et impersonnelle, cette loi doit émaner de la libre volonté de ceux qui y sont soumis (1). L'impôt n'est pas une charge portant sur un sujet; il est la contribution votée par les citoyens ou leurs mandataires. Nul impôt, nulle recette, nulle dépense ne sont réguliers que dans les strictes limites de la loi.

Le budget qui représente les recettes et les dépenses de l'Etat est voté annuellement selon la constitution des Etats modernes. En France, c'est la Chambre des députés et le Sénat séparés qui votent le budget. En Angleterre, c'est la Chambre des Communes qui le

(1) *Précis Élémentaire de Législation Financière*, par Marcel Mōye (caractère de l'impôt).

vote, sans la collaboration de la Chambre des Lords, depuis 1911.

L'impôt est, en outre, obligatoire en ce sens que, une fois qu'il est inscrit dans la loi, nul ne peut y échapper lors même qu'il soutiendrait n'avoir pas consenti au vote de l'impôt, y sont assujettis même les étrangers privés du droit de suffrage.

Ainsi la majoration et la diminution de l'impôt ne peuvent être décidées que par la loi, ou selon la loi votée par les représentants du peuple. Eviter de payer l'impôt est impossible; aucune exemption n'est accordée à titre personnel, tous les citoyens sont égaux devant la loi.

SECTION 2

Les caractéristiques de l'impôt chez les musulmans

Le système du droit public musulman, en matière de recettes et de dépenses, est celui que l'on appelle, dans la langue de la science financière, le système de la spécialité (1). Il incombe au Calife d'instituer en principe quatre caisses :

- 1° La caisse du quint, du butin et des mines.
- 2° La caisse des aumônes.
- 3° La caisse de l'aubaine.
- 4° La caisse des biens en déshérence et sans maître.

(1) Nous avons déjà indiqué ce système dans le chapitre concernant les différentes sortes d'impôts, au début de notre travail.

Les recettes de chaque caisse sont spécialement affectées à un groupe de dépenses spéciales, sans que le Calife soit, en principe, autorisé à faire de virements.

Les recettes et dépenses sont indiquées en principe par le Coran ou sont créées par le Prophète ou son représentant, le Calife, selon la loi religieuse. Elles ne sont pas l'œuvre d'une loi votée par les mandataires du peuple comme à notre époque. Chez les musulmans, le gouvernement, en effet, est despotique. Le Calife est le chef temporel et spirituel. Il nomme partout des représentants qui sont responsables devant lui et qui reçoivent ses ordres. Il fixe les impôts et surveille le « Beit-El-Mal ». Il décide des expéditions et nomme les généraux, etc...; bref il joue le rôle d'un monarque absolu. Mais il doit suivre, dans ses actes, les lois canoniques. Il doit aussi demander conseil aux savants du pays, car le Coran lui impose cette obligation dans les cas difficiles et compliqués. Par conséquent, les impôts, en principe, étant fixés par les lois canoniques et le Calife étant obligé d'obéir à ces lois, il était difficile de les augmenter ou de les diminuer, et il était aussi difficile de créer des exemptions personnelles non accordées par le Coran.

Mais le Calife, ou son représentant, a le droit de majorer ou de diminuer le Karadji qu'il impose aux détenteurs du sol, dans la mesure de leur force contributive. Il peut, sur toute terre, à la condition de ne pas surcharger les débiteurs, modifier l'impôt au point de

vue du prélèvement proportionnel en nature, ou de la redevance en argent établie d'après le mesurage par arpent.

Omar, deuxième Calife, avait ordonné de ne pas grever les assujettis du Karadji au-delà de leurs forces. Le Karadji ne doit être imposé que dans la mesure où la terre le peut supporter. L'exigence d'un Karadji lourd, que la terre ne peut supporter, provoque l'émigration et l'abandon de ces terres.

A plusieurs reprises, les Califes, à la suite d'une catastrophe ou d'un fléau, ont exempté les malheureux de l'impôt dû.

Ils ont même supprimé, grâce à l'établissement d'impôts répondant à une meilleure conception économique, tels que les taxes de douane, etc... des impôts religieux comme le zekkat et le djizieh, qu'on ne percevait pour ainsi plus à l'époque des Abbassides.

Le Calife procédait exceptionnellement à des exemptions en faveur d'un protégé pour le récompenser d'un service rendu ou d'une action qu'il avait faite. Mais le Calife ne pouvait pas enfreindre les lois économiques et humaines inscrites dans le Coran, les évangiles et les livres des docteurs orthodoxes, sans attenter à la religion et aux droits de ses sujets.

Selon la loi musulmane, le Calife est un homme comme les autres, il ne se distingue en rien de ses sujets. Il est appelé seulement à les guider. C'est un homme faillible, pouvant commettre des péchés et encourir

rir une punition. Un Calife injuste ou tyran méritait d'être déposé par son peuple. L'exemple le plus récent, est le détronement du Sultan Ottoman Abdul Hamid en 1909.

SECTION 3

L'exemption la plus frappante chez les musulmans c'est l'immunité fiscale provenant des capitulations, à la suite des statuts accordés aux Français par le Sultan Ottoman Soliman le Magnifique, afin d'encourager le commerce et les relations avec l'étranger.

L'origine des capitulations

Elle ne se trouve pas dans les textes du Coran ni dans les préceptes de la religion, mais elles proviennent dans une série de traités, dont le premier remonte à une époque très éloignée. Il s'agit du traité passé entre François I^{er}, Roi de France et l'Empereur Ottoman Soliman le Magnifique à la suite des négociations de la Forêt en 1535. Ce traité n'accordait pas aux Français des faveurs exceptionnelles, anormales et inusitées. Il leur octroyait seulement la liberté de commerce et la liberté d'établissement. Il a généralisé des règles et étendu à toutes les provinces de l'Empire l'application de principes et d'usages qui étaient déjà, depuis longtemps, suivis par la plupart des pays musulmans. — A la suite de ce traité la Haute Porte en a

conclu d'autres avec d'autres puissances Européennes, notamment avec l'Angleterre, la Hollande, l'Autriche, etc... L'art. 2 du traité de 1535 passé entre François I^{er} et Soliman le Magnifique dit : « Les sujets du Roy de France et du Grand Seigneur pourront respectivement acheter, vendre, changer, conduire et transporter par mer et par terre, d'un pays à l'autre, toutes sortes de marchandises non prohibées en payant les accoutumés et antiques daces et gabelles ordinaires, seulement assavoir: Les Turcs au pays du Roy comme payent les Français et les dits Français au pays du Grand Seigneur comme payent les Turcs, sans qu'ils puissent être contraints à payer aucun autre nouveau tribu, imposition ou angarie. »

L'histoire et les détails de cette question ne rentrant pas dans le cadre de notre sujet, nous nous bornerons à expliquer rapidement l'effet des capitulations au point de vue des impôts auxquels les étrangers, jouissant de leur protection, sont soumis.

Les capitulations ont confirmé la théorie juridique des lois musulmanes (*jus quiritium*), c'est-à-dire de la loi exclusive pour les musulmans. L'étranger voyageant ou résidant dans l'Empire Ottoman reste soumis à sa loi personnelle, parce que le droit de l'Empire est un droit religieux qui ne peut pas lui être appliqué. C'est la conséquence de la personnalité des lois. Cette doctrine a porté préjudice à la Souveraineté de l'Etat surtout à notre époque moderne, à la suite du dévelop-

pement de la notion de la Souveraineté dans tous les Etats civilisés. Les étrangers bénéficiant des droits capitulaires sur le territoire Ottoman (1) n'étaient jugés que selon leurs lois et par leurs juges; en conséquence, en matière d'impôts, ils jouissaient d'un privilège analogue puisque les lois du pays ne leur étaient pas appliquées.

Les capitulations ont dépouillé les pays soumis à ce régime du pouvoir de soumettre les étrangers aux impôts directs, sans le consentement des puissances qui bénéficient de l'immunité.

Il en résulte que :

1° Les étrangers payaient les impôts indirects comme les nationaux.

2° En matière d'impôts directs ils n'étaient soumis qu'à certains impôts, avec le consentement de leur Gouvernement. Ils bénéficiaient de plusieurs exemptions, car l'Etat, en créant un impôt nouveau, ne pouvait le percevoir que de ses nationaux, faute du consentement de la part des pays capitulaires.

Prenons l'exemple de l'Egypte où les capitulations se heurtent aux progrès et à la souveraineté de ce pays. Il n'y a comme impôt direct que l'impôt foncier

(1) Nous parlons des capitulations dans l'Empire Ottoman et non dans La Nouvelle Turquie, puisqu'elles y ont été abolies à la suite du traité de Lausanne en 1923.

sur la propriété bâtie et non bâtie. Lors de la Conférence économique de Genève, en mai 1927, les délégués égyptiens ont montré les obstacles que les capitulations dressent contre toute tentative de réforme des impôts. « En Egypte », comme l'a dit avec raison Sadiq Huneine Pacha, Président de la délégation égyptienne à la Conférence Economique de Genève: « Cette restriction a, pour ainsi dire, paralysé l'activité fiscale du gouvernement égyptien et a eu, par la suite, des résultats nuisibles pour la vie économique du pays. »

SECTION 4

La situation actuelle

Parmi les pays indépendants musulmans, la Turquie et la Perse ont aboli le régime capitulaire qui entravait leur progrès et portait atteinte à leur Souveraineté.

Espérons que l'heure de la suppression des capitulations en Egypte sonnera bientôt et que le Gouvernement Egyptien se débarrassera d'un obstacle qui l'empêche actuellement de recourir à des réformes fiscales sérieuses.

CHAPITRE XII

L'INCIDENCE DE L'IMPOT DANS L'ISLAM

On entend par incidence, le fait, pour l'impôt, de retomber sur une personne déterminée; bien que la taxation ne s'applique qu'à des choses, il y a toujours à un moment donné des opérations de recouvrement, une personne qui supporte le poids de l'impôt. La détermination de ce débiteur constitue la recherche de l'incidence. La translation de l'impôt, c'est-à-dire le fardeau rejeté par le contribuable sur un autre, atteindra un point final.

Dans les pays civilisés, l'impôt est, actuellement, le résultat d'une loi à laquelle tout le monde doit obéir sans distinction de classe ni de race.

Mais, chez les Musulmans, il en était différemment, les Arabes vainqueurs condamnaient les vaincus au travail et gardaient pour eux les hautes fonctions de l'Etat. Ils commandaient, faisaient le service militaire, levaient l'impôt (le djizieh et le karadji) et méprisaient le travail. Les vaincus humiliés étaient exclus de toutes fonctions de l'Etat ; mais ils travaillaient et demeuraient maîtres de l'agriculture, du commerce et de

l'industrie. En conséquence, les vaincus, en dépit de leur situation humiliante, restaient maîtres des richesses et des forces vives du pays. Tandis que l'Arabe et le Musulman, en général, vivaient de l'impôt payé par les vaincus. Ceux-ci travaillaient et produisaient sans cesse.

D'après les lois fiscales appliquées par les Musulmans, l'incidence de l'impôt retombait sur les vaincus, ou, tout au moins, elle les atteignait à la suite d'une série de répercussions.

Les Musulmans n'ont pas connu la grande parole d'Aristote : « Il vaut mieux travailler que commander », c'est-à-dire que la possession du pouvoir est en réalité inférieure au travail.

Une des plus grandes faiblesses des institutions musulmanes, c'est, sans doute, ce mépris du travail pour glorifier le commandement. Elle a disloqué l'empire Arabe, ainsi que l'empire Ottoman, héritier de la civilisation musulmane. Les Turcs restèrent fidèles à la politique arabe, en conservant la direction de pouvoir et en recouvrant le produit de la capitation et de l'impôt foncier, sur les vaincus. Ils se contentèrent de faire de leur Empire un grand domaine qui devait leur payer l'impôt, sans se soucier d'exploiter ces richesses, ni de s'intéresser aux progrès de leur nation.

CHAPITRE XIII

LA DISPARITION DU SYSTÈME FISCAL MUSULMAN

Le réveil de l'Orient marque un tournant dans l'histoire de la civilisation. Les musulmans, qui se sont réveillés à la suite de leur contact avec l'Europe, commencent à abjurer leurs anciennes lois et traditions. Ils reconnaissent que leurs institutions politiques et sociales sont rigides, car elles descendent du Coran, et qu'elles ne peuvent pas servir à l'époque moderne.

La Grande Guerre a allumé l'étincelle; les Musulmans sont, depuis, devenus plus actifs que jamais, grâce aux idées nouvelles qu'a fait jaillir le choc de la guerre; ils se sont réclamés notamment du droit des peuples de décider de leur sort.

L'homme malade (c'est le nom donné à l'Empire Turc) s'est révolté. Il a détruit ses chaînes et il a cherché refuge dans la civilisation européenne.

L'Egypte aussi s'est révoltée contre les Anglais. Elle a obtenu son indépendance en 1922 et actuellement elle cherche à moderniser ses institutions politiques et sociales.

Bref tous ces pays qui réclament le droit de vivre et de marcher vers le progrès s'efforcent d'y parvenir

en abandonnant les anciennes lois et coutumes et en séparant l'Eglise de l'Etat.

En définitive, le principal reproche qu'on puisse adresser aux lois musulmanes concerne leur rigidité et leur union intime avec la religion; ces lois ne pouvaient servir qu'à une époque primitive.

Le docteur Gustave Le Bon, développe, dans son livre intitulé *La civilisation des Arabes*, son point de vue, qui est très exact. Il dit : « Les institutions politiques et sociales des Arabes, que nous avons indiquées comme une des causes de leurs rapides progrès, peuvent être également comme un des facteurs de leur décadence. Les Arabes ne réussirent à conquérir le monde que le jour où, grâce à la religion nouvelle, apportée par Mohamet, ils surent se plier au joug d'une loi fixe. Elle seule pouvait réunir les forces jadis disséminées de l'Arabie. Ce joug, d'une loi rigide fut excellent tant que les institutions du Prophète furent en rapport avec les besoins de son peuple. Lorsque, par suite du progrès de leur civilisation, elles durent être modifiées, le joug de la tradition était devenu trop lourd pour qu'ils pussent le secouer. Les institutions du Coran, qui étaient l'expression des besoins des Arabes à l'époque de Mahomet, ne le furent plus quelques siècles plus tard ; et, comme ce livre était à la fois un Code religieux, civil et politique, que son origine divine rendait immuable, il était impossible de le modifier dans ses parties fondamentales. »

Actuellement les Musulmans abandonnent les anciennes doctrines fiscales et ils basent la perception de l'impôt sur les doctrines législatives modernes. Prenons pour exemple l'Egypte et la Turquie, le contribuable ne peut être imposé qu'en vertu d'une loi uniforme et impersonnelle; cette loi est votée par les représentants du peuple. Dans ces deux pays, l'impôt ne constitue pas, comme autrefois, une redevance de corvéable à Seigneur ou à vainqueur; mais il présente un double caractère qui est fondamental, selon la législation financière moderne : son caractère à la fois consenti et obligatoire. Consenti ou volontaire, c'est-à-dire que le contribuable participe ainsi au maintien de l'Etat dont il est membre; et obligatoire en ce sens que nul ne peut échapper à l'impôt inscrit dans la loi, même s'il soutient n'avoir pas consenti au vote de l'impôt; même les étrangers privés du droit de suffrage doivent le payer (exception faite des titulaires des capitulations en Egypte ils sont affranchis de certains impôts).

Vu le Président,

ALLIX

Vu le Doyen de la Faculté,

BERTHELEMY

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

INDEX

Nous donnons ici l'explication de quelques expressions et noms qui sont étrangers à la langue et à l'histoire françaises et que nous sommes obligés de citer dans notre travail :

Le Prophète ou Mahomet. — C'est le fondateur de la religion musulmane. Il est né à La Mecque en 571. Il débuta dans le commerce et, quand il arriva à l'âge de quarante ans, il commença d'accomplir sa mission sacrée.

Soi-disant messager de Dieu, il accomplit sa tâche en répétant aux tribus arabes, pour les persuader de se convertir, les paroles qui lui étaient communiquées par Dieu. Ces paroles, qui contiennent des rites religieux, et aussi des lois, sont reproduites, à son époque, dans un livre qui s'appelle le Coran et qui ressemble à la Bible. Le prophète propagea sa religion par le prêche et la guerre. Il eut de nombreux disciples et aussi de nombreux adversaires. Il fut obligé de prendre la fuite, de quitter La Mecque et de s'installer à la Meddine. Il déclara la guerre à ses ennemis et les combattit en s'emparant de La Mecque, siège de leur

pouvoir, en 629. Peu après, les tribus hostiles se soumirent, et l'Islamisme fut fondé. Le grand apôtre est mort en 632, après avoir fondé une religion nouvelle qui changea la face de l'histoire.

L'an de Hedjir. — C'est l'an musulman qui date de la fuite du Prophète de La Mecque à La Meddine pour échapper à ses ennemis en 622. Cette date marque le commencement de l'ère musulmane. Il faut remarquer que l'an d'Hedjir est employé comme année officielle chez les Musulmans. Il est de quelques jours plus court que l'an chrétien.

Le Calife Abu-Bakr. — C'est le successeur du Prophète et le premier Calife musulman.

Omar. — C'est le deuxième calife musulman et le successeur d'Abu-Bakr. Il est connu par son caractère juste, ferme et pieux. Pendant son règne, l'Empire s'est vraiment fondé. Les Musulmans ont fait des conquêtes qui ont eu pour résultat l'expansion de leur empire. Omar fonda aussi Beit-El-Mal et les Diwans. Il fut assassiné en l'an 644.

Les Omniades. — C'est la dynastie arabe qui a régné à Damas de 675 à 744. Son premier Emir ou Calife, qui s'appelait Moawiya, est le premier qui fonda une dynastie musulmane héréditaire. Cette dynastie fut détrônée par les Abbassides.

Abassides. — C'est la dynastie qui succéda à celle de Damas. Sa capitale était à Bagdad et son règne fut

marqué par le progrès à tous points de vue. Elle est composée de trente-sept califes arabes qui ont gouverné de l'an 762 à l'an 1258. Elle fut détrônée par Holako, empereur des Mongols, à la suite de l'invasion de Bagdad. Les plus brillants de ces califes ont été Haroun-El-Rachid, le Charlemagne de l'Ouest, et son fils El-Mamoun.

Vizir. — C'est un genre de conseiller du Calife ou de premier Ministre, qui était délégué et mandaté par son maître pour le décharger des affaires de l'Etat.

Imam. — En arabe littéralement ce mot signifie « celui qui remplace le sultan ou le Calife dans les prières ». On emploie ce mot pour indiquer le Calife ou son représentant, et aussi pour désigner les sages qui ont fondé les quatre sectes musulmanes (Hanefite, Malikite, Shaffite et Hanbalite).

Dirham. — C'est une monnaie arabe en argent qui forme l'unité de dinar, et vaut actuellement cinq francs. Elle représente un franc d'avant-guerre.

Dinar. — C'est une monnaie arabe en or qui représente de dix à quinze dirhams.

Abou-Youssef. — Grand jurisconsulte, qui vécut à l'époque du Calife Haroun-El-Rachid, de la dynastie Abbasside (septième siècle). Ce dernier lui confia la mission de traiter, la question des impôts chez les

musulmans. Il écrivit alors le livre qui s'appelle (Kitab-el-Khaardj).

Abou-Hanifa. — C'est un des fondateurs des doctrines orthodoxes de la religion musulmane. Il a donné d'importantes interprétations du texte du Coran et des paroles du Prophète. Il est suivi par plusieurs millions de Musulmans, notamment par les Turcs et par la majorité des Egyptiens.

Mohamed Ali. — C'est le fondateur de l'Egypte moderne et aussi le premier Emir de la dynastie qui règne actuellement dans ce pays. Il procéda à la modernisation de l'Egypte.

TABLE DES MATIERES

Bibliographie.	7
Introduction.....	9
Le Genèse de l'impôt chez les Musulmans.....	11
Le Trésor ou (Beit-El-Mal).....	14
La Création de l'Impôt.....	19
Les Impôts chez les Musulmans (Exposé général).....	22
Les Différentes sortes d'Impôts (Généralités).....	28
Le Don ou la Dime Aumonière.....	29
Le Butin.....	57
L'Aubaine ou (Fei) (Compris l'impôt foncier).....	71
Les autres Impôts chez les Musulmans.....	101
La Base de l'Impôt.....	107
La Diminution et la Majoration de l'Impôt.....	117
L'Incidence de l'Impôt.....	125
Conclusion (la Disparition de l'impôt).....	127
Index.....	131
